

Rapport sur la Politique Monétaire

Mars 2021

**DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR**



BANQUE CENTRALE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

COMITÉ MONÉTAIRE

RAPPORT SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR



TABLE DES MATIÈRES

Liste des Abréviations.....	4
Liste des tableaux.....	5
Liste des Graphiques.....	5
Communiqué de Politique Monétaire du 31 mars 2021.....	6
Résumé analytique.....	10
1- Environnement international.....	13
1-1- Activités économiques mondiales.....	13
1-2- Inflation et Matières premières.....	13
1-2-1- Inflation.....	13
1-2-2- Matières premières.....	14
1-3- Conditions financières.....	15
1-3-1- Politique monétaire.....	15
1-3-2- Marchés financiers.....	15
1-3-3- Marché des changes.....	16
2- Environnement économique national.....	17
2-1- Activité économique.....	17
2-1-1- Activités minières.....	17
2-1-2- Indices du chiffre d'affaires (ICA).....	20
2-1-3- Facteurs de demande.....	21
2-2- Analyse de l'inflation.....	24
2-2-1- Inflation globale.....	24
2-2-2- Facteurs à l'origine de l'inflation.....	24
2-3- Secteur monétaire et financier.....	27
2-3-1- Conditions monétaires.....	27
2-3-2- Evolution de la masse monétaire.....	30
2-4- Finances publiques.....	33
2-4-1- Recettes.....	33
2-4-2- Dépenses.....	34
2-4-3- Soldes budgétaires.....	35
2-5- Secteur extérieur.....	36
2-5-1- Exportations.....	37
2-5-2- Importations.....	38
2-5-3- Taux de change effectif réel (TCER).....	39
2-6- Perspectives.....	40
2-6-1- Production.....	40
2-6-2- Prévision de l'inflation.....	41
2-6-3- Finances publiques.....	42
2-6-4- Secteur extérieur.....	43
2-6-5- Secteur monétaire.....	45
2-7- Risques sur l'inflation.....	45
Annexes.....	48

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AGB2A : Alliance Guinéenne de Bauxite, d'Alumine et d'Aluminium

BCE : Banque Centrale Européenne

BCRG : Banque Centrale de la République de Guinée

BDT : Bons du Trésor

BTP : Bâtiments et Travaux Publics

CBG : Compagnie des Bauxites de Guinée

DER : Direction des Etudes et de la Recherche

DOC : Direction des Opérations de Changes

DSBP : Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements

DTS : Droits de Tirages Spéciaux

FEC : Facilité Elargie de Crédit

FMI : Fonds Monétaire International

ICA : Indices du Chiffre d'Affaires

MEBD : Marché aux Enchères Bilatérales de Devises

PIB : Produit Intérieur Brut

SMB : Société Minière de Boké

TCER : Taux de Change Effectif Réel

TCN : Taux de Change Effectif Nominal

UE : Union Européenne

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Contribution des contreparties de la masse monétaire à la croissance de M2 (en %)	32
Tableau 2: Compte de capital et des opérations financières (en milliards de GNF)	44
Tableau 3: Contreparties de la masse monétaire et la base monétaire (en milliards de GNF)	45
Tableau 4: Inflation	48
Tableau 5: Evolution du cours des produits énergétiques	48
Tableau 6: Cours des métaux précieux (USD)	48
Tableau 7: Prix de quelques produits alimentaires (USD/tonne)	48
Tableau 8: Taux du change du dollar américain	49

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Evolution de la production et des exportations de bauxite en 2020 (en millions de tonnes)	18
Graphique 2: Evolution de la production et des exportations d'alumine en 2020 (en milliers de tonnes)	19
Graphique 3: Evolution de la production d'or (en milliers d'onces)	19
Graphique 4: Evolution des investissements (en milliards de GNF)	20
Graphique 5: Evolution des investissements directs étrangers du secteur minier (en millions de USD)	20
Graphique 6: Nombre d'emplois par Société Minière en 2020	21
Graphique 7: Evolution de la consommation (en milliards de GNF)	22
Graphique 8: Evolution des investissements publics en 2020 (en milliards de GNF)	23
Graphique 9: Evolution des immatriculations de véhicules	23
Graphique 10: Demande extérieure nette (en milliards de GNF)	24
Graphique 11: Evolution comparée de l'inflation alimentaire, non alimentaire et globale de janvier 2019 à janvier 2020	25
Graphique 12: Evolution de la liquidité du système bancaire entre 2011 et 2020	28
Graphique 13: Evolution de l'encours des Bons du trésor entre 2019 et 2020 (en milliards de GNF)	29
Graphique 14: Evolution du taux de change GNF/USD	30
Graphique 15: Evolution des réserves brutes de change	31
Graphique 16: Créances compromises en pourcentage des créances au secteur privés	31
Graphique 17: Evolution des dépenses publiques (en milliards de GNF)	34
Graphique 18: Evolution des dépenses publiques (en milliards de GNF)	35
Graphique 19: Evolution des soldes budgétaires (en milliards de GNF)	36
Graphique 20: Evolution de la balance commerciale (en millions de USD)	37
Graphique 21: Part des principaux produits à l'exportation au 4ème trimestre 2020 (en %)	39
Graphique 22: Part des principaux produits à l'importations au 4ème trimestre 2020 (en %)	39
Graphique 23: Evolution du TCER et du taux de change effectif nominal	40
Graphique 24: Contribution sectorielle à la croissance économique	41
Graphique 25: Contribution à la croissance du secteur primaire	41
Graphique 26: Contribution à la croissance du secteur tertiaire	42
Graphique 27: Prévision de l'inflation (en %)	43
Graphique 28: Composition des recettes publiques (en milliards GNF)	43
Graphique 29: Dépenses courantes (en milliards GNF)	44
Graphique 30: Balance des paiements (en milliards GNF)	45

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



COMMUNIQUÉ DE POLITIQUE MONÉTAIRE DU 31 MARS 2021

..... /BCRG/CPM/2021

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a tenu, par visioconférence, sa première réunion ordinaire de l'année 2021, le mercredi 31 mars 2021.

Au cours de cette réunion, le CPM a examiné la situation économique internationale et nationale récente ainsi que les perspectives à moyen terme.

Le Comité a relevé que l'économie mondiale a été fortement éprouvée par la pandémie de la Covid-19 en 2020, à cause notamment des mesures de restriction pour endiguer la maladie. Selon les perspectives de l'économie mondiale du FMI de janvier 2021, l'économie mondiale s'est contractée de 3,5 % en 2020, contre une croissance de 2,8 % en 2019. Aux USA, le PIB s'est contracté de 3,4 %, en lien avec la baisse de la demande intérieure. Dans la zone euro, l'économie a enregistré une baisse de 7,2 %, contre une croissance de 1,1% en 2019.

Le niveau des prix est resté modéré tant dans les économies avancées que dans certaines économies émergentes. Le taux d'inflation a atteint 1,4 % en décembre 2020, aux Etats-Unis contre 1,2 % en octobre 2020, en lien avec l'augmentation du prix de l'essence à la pompe et des produits alimentaires. Dans la zone euro, l'inflation s'est maintenue à -0,3 % en décembre 2020, résultant de la faiblesse de la demande et de l'appréciation de l'euro. En Chine, les prix ont augmenté de 0,2 % tiré par la hausse des prix des produits alimentaires.

L'indice global des matières premières a progressé de 9,6 % par rapport au trimestre passé et de 0,3 % en glissement annuel. Cette progression provient du cours des produits énergétiques dont l'indice s'est accru de 15,3 %. Les produits non énergétiques ont également contribué à l'embellie sur le marché des matières premières, avec une hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent.

Les Banques Centrales des économies avancées ont maintenu inchangée l'orientation de leurs politiques monétaires. Sur le marché des changes, le dollar américain a continué à se déprécier par rapport aux principales devises étrangères en s'échangeant à 0,8389 euros et 0,7572 livres sterling pour un dollar à fin décembre 2020.

Au niveau national, le Comité a noté qu'en dépit du contexte difficile de la pandémie, l'économie guinéenne a été résiliente avec une croissance du PIB réel estimé à 5,2 %, grâce à la performance des secteurs minier, de l'énergie et de l'agriculture.

La mise en œuvre de la politique monétaire a été marquée par la baisse des conditions monétaires dans le but d'accompagner le secteur privé et le plan de riposte économique national face à la crise sanitaire de la Covid-19. Le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires ont été ainsi ramenés respectivement à 11,5 % et 15 %.

La liquidité globale au quatrième trimestre 2020 a baissé de 30,7 % par rapport au troisième trimestre 2020, en lien avec les opérations de souscriptions des banques commerciales aux titres émis par l'Etat et la Banque Centrale notamment les bons d'investissement, les titres de régulation monétaire et les bons du Trésor.

Sur le marché des changes, le Comité a noté que la BCRG a poursuivi ses opérations d'injection de liquidité de devises à travers le Marché aux Enchères Bilatérales de Devises (MEBD). En 2020, elle a cédé aux banques un montant de USD 202,1 millions contre USD 137,18 millions en 2019. Sur le marché officiel, le franc guinéen s'est déprécié de 5,9 % par rapport au dollar et de 13,5 % par rapport à l'euro. La prime de change s'est fixée en moyenne à 0,64 % à fin décembre 2020, par rapport au dollar USD et à - 0,28 % par rapport à l'euro.

A fin décembre 2020, la masse monétaire a augmenté de 2,8 % par rapport à fin septembre 2020, en lien avec la hausse simultanée des avoirs extérieurs nets de 7,28 % et des avoirs intérieurs nets de 0,76 %. En glissement annuel, la masse monétaire a augmenté de 23,03 %.

Le compte extérieur de la Guinée se caractérise par une capacité de financement de USD 721,61 millions au quatrième trimestre 2020 contre une capacité de financement de USD 1 271,18 millions au trimestre précédent, soit une contraction de 43,23 %. Cette contraction provient de la baisse simultanée des excédents du compte des transactions courantes et du compte capital. La baisse de cet excédent résulte à la fois de la contraction de l'excédent de la balance commerciale et de l'augmentation du déficit de la balance des services.

Le taux de change effectif réel s'est déprécié de 1,5 % par rapport au troisième trimestre 2020, donnant un signe d'amélioration de la compétitivité résultant d'une dépréciation du franc guinéen par rapport aux principales devises étrangères. Par contre, en glissement annuel, il s'est apprécié de 4,1 %, traduisant une perte de compétitivité liée à un taux d'inflation domestique supérieur à ceux des pays partenaires.

L'inflation en glissement annuel a atteint 10,6 % en décembre 2020 et 12,6 % en janvier 2021. L'accélération du rythme de progression de l'indice des prix à la consommation résulte de l'augmentation des prix de la composante alimentaire, elle-même tirée par les sous-groupes « pain et céréales », « viande », « poissons », « lait et fromage », « huiles et graisse », « fruits », « légumes autres que pommes de terre », et « sel, épices ».

Le Comité a relevé que les principaux facteurs à l'origine de l'inflation sont la hausse du coût des transports maritimes, le coût d'ajustement lié à la mise en œuvre des opérations du Guichet Unique

du commerce extérieur, les mesures de restriction de voyage, les travaux de reconstruction des infrastructures routières, la fermeture des frontières avec certains pays voisins, ainsi que les troubles liés aux échéances électorales.

Projeté à 12,8 % en moyenne au deuxième trimestre 2021, le taux d'inflation pourrait se maintenir à deux chiffres en décembre 2021, avant de s'établir à 9,4 % au troisième trimestre de 2022.

A court terme, les risques pesant sur l'inflation portent sur la situation de la conjoncture économique internationale (prix du pétrole, prix des céréales, coût du transport maritime), l'activité économique nationale, l'orientation budgétaire dans le contexte de la pandémie et les travaux de reconstruction des infrastructures routières.

Au regard de la persistance prévisible de l'impact de la pandémie sur la situation économique, le Comité de Politique Monétaire a décidé de relever de 1 point de pourcentage le coefficient des réserves obligatoires pour le porter à 16%, et de maintenir le taux directeur à son niveau actuel de 11,5 %.

Fait à Conakry, le 31 mars 2021

Le Président du Comité de Politique Monétaire

Dr Louncény NABE

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

En 2020, l'économie mondiale a été profondément impactée par la pandémie de la Covid - 19. Les mesures restrictives (fermetures des frontières, confinement, distanciation sociale, ...) prises par les gouvernements ont limité son impact sur le plan sanitaire et aggravé son impact économique. Les mesures économiques de soutien prises par les gouvernements ont permis de limiter l'impact des mesures restrictives sur les emplois et sur le revenu des ménages.

L'inflation a été modérée dans les économies avancées et dans certaines économies émergentes. Elle s'est située à 1,4 % en décembre 2020, aux Etats-Unis contre 1,2 % en octobre 2020, en lien avec l'augmentation du prix de l'essence à la pompe et des produits alimentaires. Dans la zone euro, l'inflation est maintenue à -0,3 % en décembre 2020, résultant de la faiblesse de la demande (excès d'épargne) et de l'appréciation de l'euro. En Chine, les prix ont augmenté de 0,2 % tiré par la hausse des prix des produits alimentaires.

L'indice global des matières premières a progressé de 9,6 % par rapport au trimestre passé et de 0,3 % en glissement annuel. Cette progression provient du cours des produits énergétiques dont l'indice s'est accru de 15,3 %. Les produits non énergétiques ont également contribué à l'embellie sur le marché des matières premières, avec une hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent.

Les Banques Centrales des économies avancées ont maintenu inchangée l'orientation de leurs politiques monétaires. Ce maintien a favorisé l'embellie sur les marchés financiers.

Sur le plan national, l'activité économique a été fortement impactée par les mesures de réduction de contacts et de fermeture de frontières prises par le gouvernement pour endiguer la propagation de la Covid-19. Malgré ce contexte, le taux de croissance du PIB s'est situé à 5,2 % grâce à la résilience du sous-secteur minier suite notamment à l'entrée en production de nouvelles sociétés.

La mise en œuvre de la politique monétaire a été marquée par la baisse des conditions monétaires dans le but d'accompagner le secteur privé et les plans de riposte sanitaire et économique à la crise sanitaire de la Covid-19. La Banque Centrale a abaissé son taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires en les ramenant de 12,5 % et 16 % respectivement à 11,5 % et 15 %.

La liquidité globale a baissé de 30,7 %, en lien avec les opérations de souscriptions des banques commerciales aux titres émis par l'Etat et la Banque Centrale notamment les bons d'investissement, les titres de régulation monétaire et les bons du Trésor.

Sur le marché de change, la BCRG a poursuivi ses opérations d'injection de liquidité de devises à travers le Marché aux Enchères Bilatérales de Devises (MEBD). En 2020, elle a cédé aux banques un montant de USD 202,1 millions contre USD 137,18 millions en 2019. Sur le marché officiel, le franc guinéen s'est déprécié de 5,9 % par rapport au dollar et de 13,5 % par rapport à l'euro. La prime de change s'est fixée en moyenne à 0,64 % à fin décembre 2020, par rapport au dollar USD et à - 0,28 % par rapport à l'euro.

A fin décembre 2020, la masse monétaire a augmenté de 2,8 %, en lien avec la hausse simultanée des avoirs extérieurs nets de 7,28 % et des avoirs intérieurs nets de 0,76 %.

Le compte extérieur de la Guinée se caractérise par une capacité de financement de USD 721,61 millions au quatrième trimestre 2020 contre une capacité de financement de USD 1 271,18 millions au trimestre précédent, soit une contraction de 43,23 %. Cette contraction provient de la baisse simultanée des excédents du compte des transactions courantes et du compte capital. La baisse de l'excédent du compte des transactions courantes résulte à la fois de la contraction de

l'excédent de la balance commerciale des biens et du renforcement du déficit de la balance des services.

Le taux de change effectif réel s'est déprécié de 1,5 % par rapport au troisième trimestre 2020, reflétant une amélioration de la compétitivité résultant d'une dépréciation du franc guinéen par rapport aux principales devises étrangères. Par contre, en glissement annuel, il s'est apprécié de 4,1 %, traduisant une perte de compétitivité liée à un taux d'inflation domestique supérieur à ceux des pays partenaires.

L'inflation en glissement annuel a atteint 10,6 % en décembre 2020 et 12,6 % en janvier 2021. Cette hausse résulte de l'augmentation des prix de la composante alimentaire de l'indice des prix à la consommation, elle-même tirée par les sous-groupes « pain et céréales », « viande », « poissons », « lait et fromage », « huiles et graisse », « fruits », « légumes autres que pommes de terre », et « sel, épices ».

Les facteurs à l'origine de l'inflation sont entre autres la hausse du coût des transports maritimes, le coût d'ajustement lié à l'autonomisation des opérations du nouveau Guichet Unique du Commerce Extérieur, les mesures de restriction de voyage, la dégradation et les travaux de reconstruction des infrastructures routières, la fermeture des frontières avec certains pays voisins, le monopôle sur l'importation de certains produits alimentaires de base ainsi que la situation socio-politique tendus.

Le taux d'inflation est projeté à 12,8 % en moyenne au deuxième trimestre 2021, avant de s'établir à 9,4 % au troisième trimestre de 2022.

Les risques pesant sur l'inflation sont la situation de la conjoncture économique internationale (prix du pétrole, prix des céréales), l'activité économique nationale (dégradation du déficit budgétaire à moyen terme), les effets de la fermeture des frontières, la dégradation des infrastructures routières et l'orientation budgétaire dans le contexte de pandémie.

1- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1-1- Activités économiques mondiales

En 2020, les économies ont été profondément affectées par la crise sanitaire et les politiques mises en œuvre pour l'endiguer. Après des rebonds d'ampleur au troisième trimestre, les économies ont suivi une évolution hétérogène au quatrième trimestre 2020. Dans les économies avancées, les mesures de soutien instaurées par les gouvernements ont permis, au plus fort de la crise, de limiter les conséquences néfastes sur l'emploi et de préserver une part importante du revenu des ménages et des entreprises.

La reprise économique a ralenti aux États-Unis, avec une croissance économique de 1,0 % après 7,5 % au troisième trimestre 2020. En dépit d'une forte contribution des investissements et du commerce extérieur, la croissance est freinée par la baisse de la demande intérieure.

Dans la zone euro, l'économie s'est contractée de 0,7 %. En Allemagne, l'activité économique a fortement ralenti avec une croissance de 0,1 %, après 8,5 % au troisième trimestre 2020. La consommation privée a été particulièrement touchée, en partie sous l'effet du confinement mis en place à la mi-décembre, tandis que les exportations de biens et les investissements dans la construction ont soutenu l'économie. Le PIB a reculé de 1,3 %, après s'être accru de 18,5 % au troisième trimestre 2020, sous l'effet de la baisse de la demande intérieure due au confinement en vigueur de fin octobre jusqu'à mi-décembre. En Italie, le PIB s'est contracté de 2,0 % contre une croissance de 15,9 % au troisième trimestre 2020. Cette baisse provient à la fois du repli de la demande intérieure et du commerce extérieur.

Au Royaume-Uni, le PIB a diminué de 2,6 %, pénalisé par le confinement de novembre 2020.

Au Japon, l'économie devrait croître de 2,3 %. Elle est soutenue par les exportations et la consommation privée.

Alors que tous les autres grands pays ont été en récession, la croissance chinoise s'est établie à 6,5 %, contre 4,9% au trimestre précédent, bénéficiant de l'embellie dans la production industrielle.

1-2- Inflation et Matières premières

1-2-1- Inflation

Au quatrième trimestre 2020, l'inflation a été faible dans les économies avancées et dans certaines économies émergentes.

Les prix ont augmenté aux États-Unis, avec une inflation de 1,4 %, contre 1,2 % en octobre 2020. Ils sont tirés par les prix de l'essence à la pompe et ceux des produits alimentaires.

Dans la zone euro, Le taux d'inflation s'est maintenu à -0,3 % en décembre 2020, un niveau stable depuis septembre 2020. La faiblesse de la demande, des salaires et l'appréciation

de l'euro face au dollar sont les principaux facteurs alimentant la baisse des prix. En Allemagne et en Italie, les prix ont baissé de 0,7 % et de 0,3 %, respectivement, tandis qu'en France, ils ont légèrement augmenté de 0,1 %.

Les prix à la consommation au Royaume Uni ont augmenté de 0,6 % en décembre 2020. La hausse des prix a été alimentée par les transports, les loisirs et une moindre baisse dans l'habillement.

En Chine, les prix ont augmenté de 0,2 % en décembre 2020, tiré par la hausse des prix des produits alimentaires à l'approche des fêtes de fin d'année.

1-2-2- Matières premières

Les cours des matières premières s'améliorent au quatrième trimestre 2020. L'indice global des matières premières a progressé de 9,6 % par rapport au trimestre passé et de 0,3 % en glissement annuel. Cette progression provient du cours des produits énergétiques dont l'indice s'est accru de 15,3 %. Les produits non énergétiques ont également contribué à l'embellie sur le marché des matières premières, avec une hausse de 6 % par rapport au troisième trimestre 2020.

Les cours de tous les produits énergétiques se sont accrus au cours du trimestre sous revue, grâce à l'accroissement de la demande, notamment du pétrole. Le cours du pétrole s'est également amélioré en se situant à USD 43,7 le baril, soit une hausse de 4 % par rapport au troisième trimestre 2020.

Comme les produits énergétiques, les cours des produits non- énergétiques se sont accrus au quatrième trimestre 2020. Les prix des matières premières industrielles ont augmenté de 11,4 % par rapport au troisième trimestre 2020 et de 21,6 % en glissement annuel. Ils sont tirés à la hausse par les prix des produits agricoles et les métaux tandis que ceux des métaux précieux ont baissé, sous l'effet de du cours de l'or qui a baissé de 2 % par rapport au troisième trimestre 2020 pour se situer à USD 1 873,2 l'once.

Les cours des produits alimentaires et de boissons ont augmenté, leur indice ayant augmenté de 8,2 % par rapport au troisième trimestre de 2020 et de 6,7 % par rapport au dernier trimestre de 2019. La plupart des prix des produits alimentaires ont augmenté, en raison de pénuries d'approvisionnement et d'une demande plus forte, ainsi que de la dépréciation du dollar américain.

1-3- Conditions financières

Les conditions financières sont restées accommodantes au quatrième trimestre 2020, les Banques Centrales dans les économies avancées ayant maintenu l'orientation de leurs politiques monétaires inchangée. Les taux directeurs bas pratiqués par les Banque Centrales ont favorisé l'embellie sur les marchés financiers. Les principaux indices boursiers se sont accrus au cours du trimestre sous revue.

1-3-1- Politique monétaire

La politique monétaire des Banques Centrales des économies avancées est demeurée inchangée au dernier trimestre de 2020.

Aux Etats Unis la Réserve Fédérale poursuit sa politique monétaire accommodante en maintenant la fourchette cible du taux des fonds fédéraux entre 0 % et 0,25 %. Elle poursuit également sa politique d'achat des titres du Trésor de USD 80 milliards par mois.

Dans la Zone euro, la Banque Centrale européenne a également maintenu sa politique monétaire inchangé, tout comme d'autres politiques instaurées pendant la pandémie. Le taux d'intérêt des principales opérations de refinancement reste à 0,0%. Les taux d'intérêt des facilités de prêt marginal et de dépôt restent à 0,25% et -0,50%, respectivement. La BCE a augmenté l'enveloppe du programme d'achat d'urgence en cas de pandémie de EUR 500 milliards, pour un total de EUR 1 850 milliards.

Au Royaume Uni, La Banque d'Angleterre a maintenu son taux directeur à 0,1 %. Elle a également maintenu son programme d'achats d'actifs sur les marchés à GBP 895 milliards.

La Banque du Japon a maintenu son taux négatif de 0,1% sur les dépôts des banques auprès d'elle et son objectif de rachats illimités d'obligations publiques japonaises afin que leurs rendements à dix mois demeurent autour de 0%.

La Chine a maintenu son taux de référence pour les prêts aux entreprises et aux ménages inchangés en décembre. Ainsi, les taux préférentiels des prêts à un an et à cinq ans ont été maintenu à 3,85% et à 4,65%, respectivement.

1-3-2- Marchés financiers

Sur la place mondiale, les marchés financiers ont néanmoins achevé le mois de décembre à un niveau supérieur avec, en tête du tableau, les indices US à vocation technologique, l'Europe et l'Asie montrant un peu moins de dynamisme. Les principaux facteurs qui ont poussé les marchés financiers à la hausse comprenaient le déploiement de vaccins contre le coronavirus, l'accord commercial post-Brexit entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, une extension de la politique monétaire ultra-souple de la Banque centrale européenne et l'approbation d'un plan de relance aux Etats- Unis.

Au quatrième trimestre de 2020, l'indice Dow Jones affiche un gain de plus de 6 %, tandis que celui du Nasdaq a bondi de plus de 43 %.

Les actions européennes ont fortement progressé, prolongeant leur rebond. Le marché européen des actions a enregistré une hausse de 12,2%.

Les actions japonaises ont enregistré de solides gains au quatrième trimestre de 2020 et le Nikkei 225, a dépassé la barre des 27 000. Le rendement des obligations d'État japonaises à 10 ans s'est négocié dans une fourchette étroite et a clôturé la période à près de 0,02%.

En chine le marché financier s'est bien porté au quatrième trimestre de 2020. L'indice composite de Shanghai et l'indice CSI 300 des grandes capitalisations ont augmenté de 7,9 % et 13,6 %, respectivement.

1-3-3- *Marché des changes*

Le marché des changes est marqué par la dépréciation du dollar par rapport aux principales devises étrangères. Ainsi par rapport à l'Euro, le dollar américain s'est déprécié de 1,9 %, s'échangeant contre EUR 0,8389 le dollar.

Le taux de change de la livre sterling par rapport au dollar est passé de GBP 0,7738 à GBP 0,7572 le dollar, soit une dépréciation de 2,1 % du billet vert.

Le yen japonais s'est raffermi par rapport au dollar américain de 1,5 % par rapport au dollar, le taux de change se situant à JPY 104,4598 le dollar.

Une dépréciation du dollar de 4,3 % est également observée par rapport au yuan chinois, le taux change se situant à CNY 6,6182 le dollar.

2- ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL

2-1- Activité économique

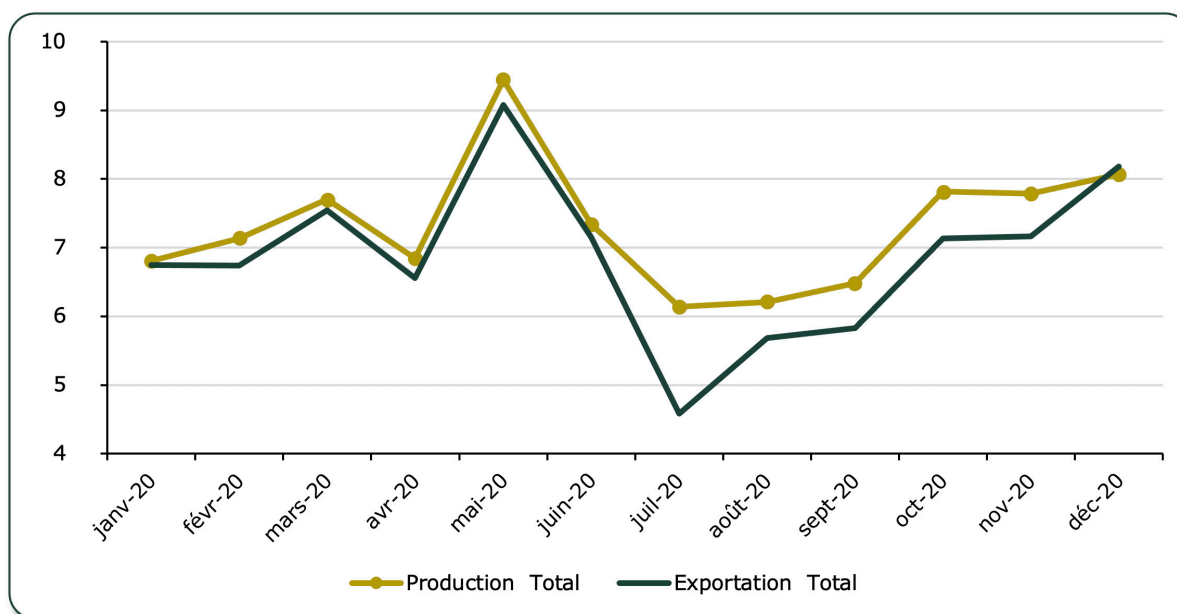
2-1-1- Activités minières

En dépit de la pandémie de la covid-19, le secteur des mines, pilier de la croissance économique nationale, maintient une dynamique positive, grâce à la production d'or et de bauxite.

◆ Production de Bauxite :

L'année 2020 est marquée par l'entrée en production de deux grandes compagnies minières Chalco Guinea Compagny et Alliance Guinéenne de Bauxite, d'Alumine et d'Aluminium (AGB2A). Ceci a contribué à la hausse de la production de bauxite, qui est restée sur une tendance haussière depuis juillet 2020. En effet, la production totale de bauxite s'est accrue de 26,9 % en glissement annuel pour s'établir à 23,7 millions tonnes au quatrième trimestre 2020 contre 18,6 millions tonnes une année au paravent. En variation trimestrielle, la production totale du quatrième trimestre 2020 a augmenté de 25,7 % par rapport au troisième trimestre 2020. Cette production est principalement tirée par celles des sociétés SMB et CBG.

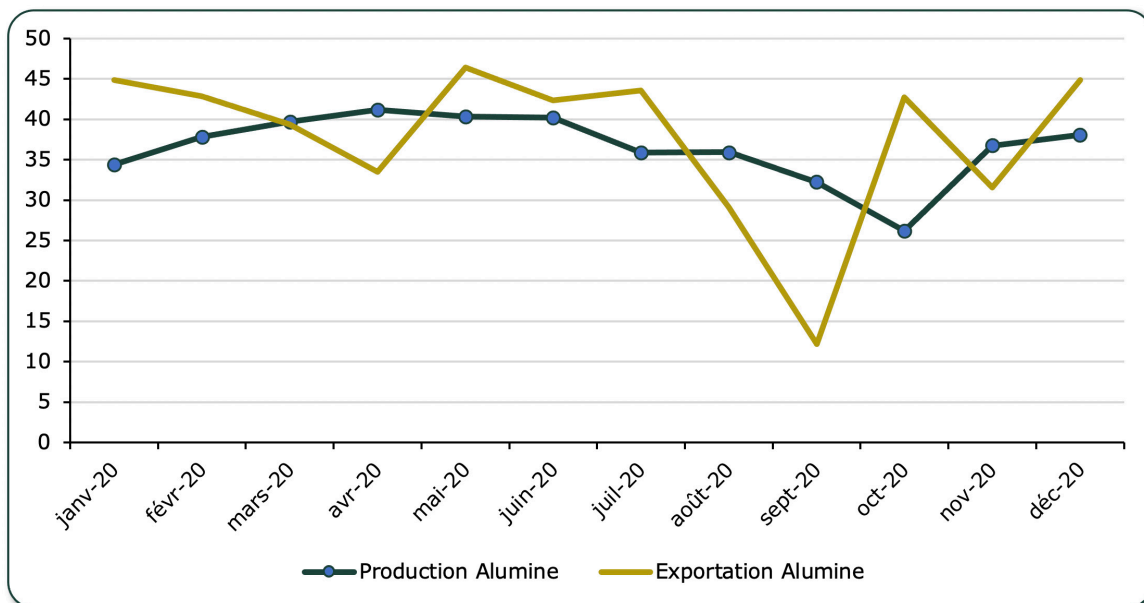
Graphique 1 : Evolution de la production et des exportations de bauxite en 2020 (en millions de tonnes)



Source : Ministère des Mines et de la Géologie

En revanche, la production d'alumine a baissé de 2,9 % au quatrième trimestre 2020 pour s'établir à 101 000 tonnes contre 104 050 tonnes au trimestre précédent. Cette situation s'explique par le ralentissement des activités de la Compagnie Rusal Friguia en raison de la propagation de la covid-19 auprès de ses salariés.

Graphique 2 : Evolution de la production et des exportations d'alumine en 2020 (en milliers de tonnes)

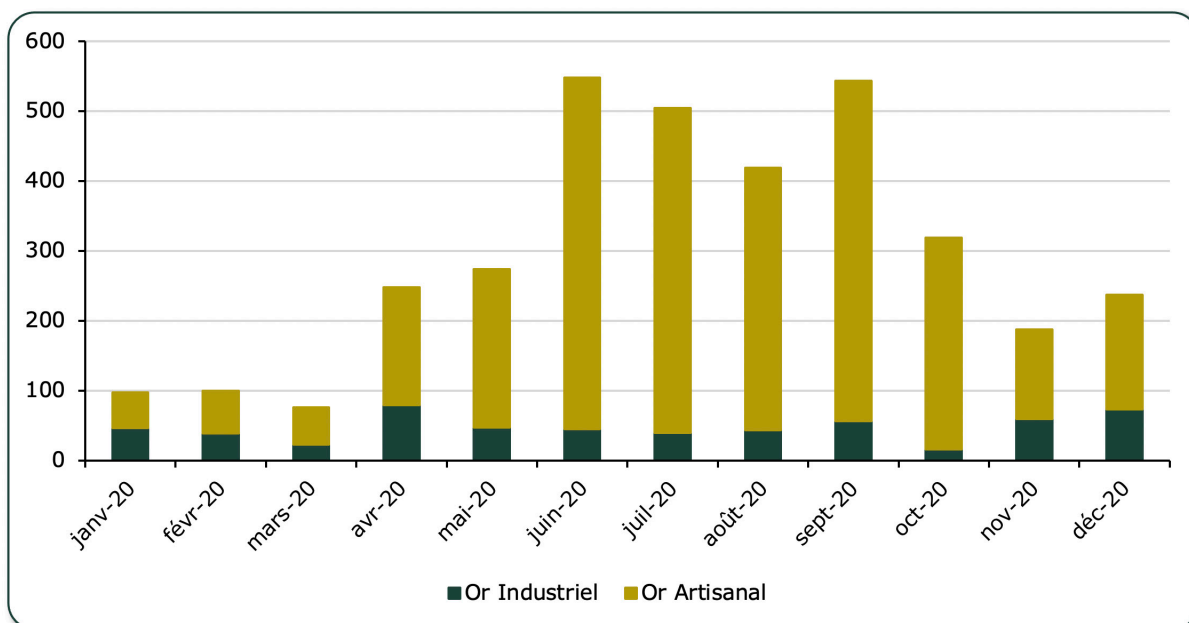


Source : Ministère des Mines et de la Géologie

◆ **Matières précieuses**

La production totale d'or a été portée à la fois par les productions industrielle et artisanale. Elle a baissé de 49 % au quatrième trimestre 2020 en s'établissant à 743 827 onces contre 1 466 549 onces au trimestre précédent. Cette baisse résulte de la forte contraction de la production d'or artisanal et de l'impact négatif de la pandémie sur les prix et sur la demande mondiale d'or.

Graphique 3 : Evolution de la production d'or (en milliers d'onces)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La production de diamant s'est située à 85 228 carats au dernier trimestre 2020 contre 11 350 carats au trimestre précédent et 75 604 carats au quatrième trimestre 2019.

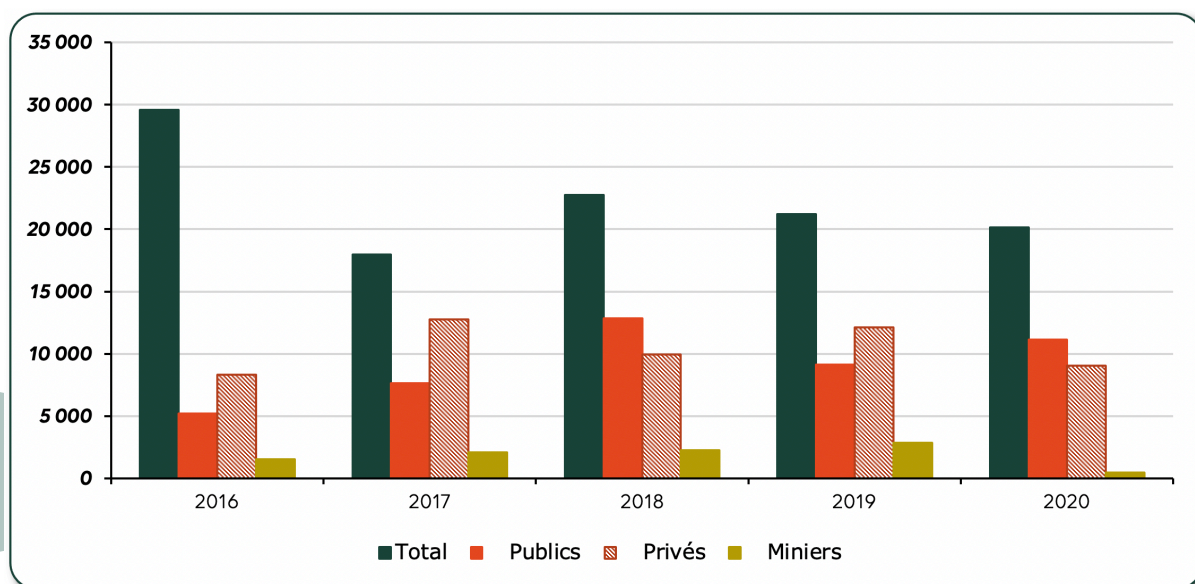
◆ Production de fer

La production de fer a démarré en avril 2020. Cette production a augmenté de 3,02 % en s'établissant à 206 045 tonnes au dernier trimestre 2020 contre 200 000 au troisième trimestre 2020.

◆ Investissement :

Selon les projections du cadrage macroéconomique d'octobre 2020, les investissements miniers, estimés à GNF 465,1 milliards (USD 47,6 millions), ont représenté 2 % des investissements totaux et 5 % des investissements privés. Ils devraient chuter de 84 % contribuant ainsi à la baisse des investissements totaux. Cette situation serait liée à la mise en application des mesures sanitaires en rapport avec la pandémie de covid-19.

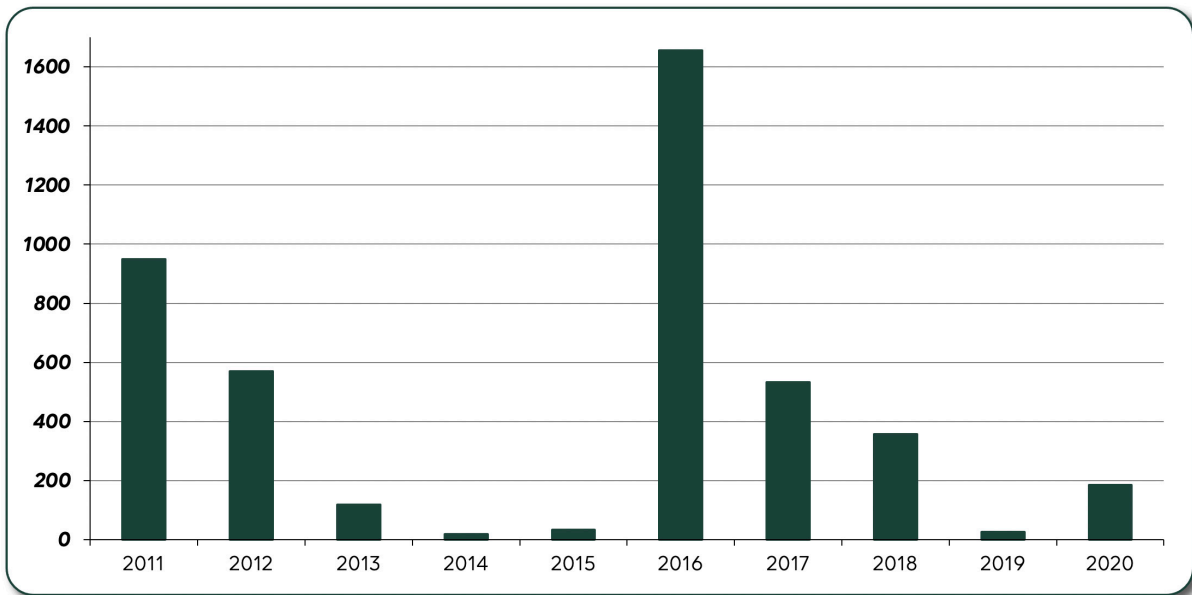
Graphique 4 : Evolution des investissements (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

Par contre, les Investissements Directs Etrangers du secteur minier ont fortement augmenté en s'établissant à USD 184,6 millions en 2020 contre USD 26,3 millions en 2019. Cette augmentation résulte de l'acquisition par la SMB des blocs de Simandou et de son programme de mise en place du Chemin de fer de Boké.

Graphique 5 : Evolution des investissements directs étrangers du secteur minier (en millions de USD)

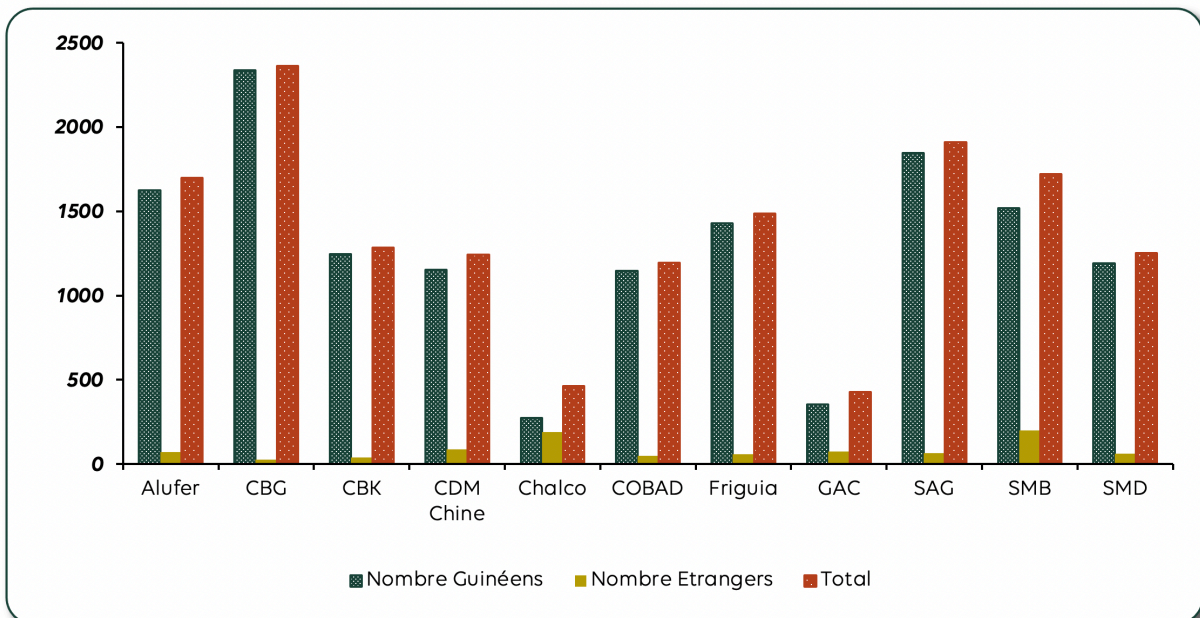


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

◆ **Emplois :**

Les emplois directs des sociétés minières se sont situés à 15 040 en 2020, essentiellement dominé par les emplois locaux qui représentent 93,9 %. Trois grandes sociétés détiennent environ 40 % des emplois du secteur.

Graphique 6 : Nombre d'emplois par Société Minière en 2020



Source : Ministère des Mines et de la Géologie

2-1-2- Indices du chiffre d'affaires (ICA)

◆ ICA service

Globalement, l'indice du chiffre d'affaires des services augmente en 2020 de 4,4 % par rapport à 2019. Cette augmentation résulte des performances des sous-secteurs « information et communication » et « activités spécialisées, scientifiques et techniques » dont les indices du chiffre d'affaires ont augmenté respectivement de 12 % et 9 %. A l'inverse, les indices du chiffre d'affaires des sous-secteurs « hébergement et restauration » et « activités de services de soutien et de bureau » se sont fortement contractés respectivement de 51,4 % et de 46,9 %, en raison de la crise sanitaire de covid - 19.

◆ ICA industrie

Dans le secteur industriel, l'activité s'est accrue de façon modérée en 2020. L'indice du chiffre d'affaires des industries s'est situé à 107,3 % contre 90,0 % en 2019, soit une augmentation 19,3 %. Cette reprise s'explique par une augmentation des chiffres d'affaires des industries extractives (33,2 %), des industries manufacturières (9,4 %) et des industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau (1,3 %).

◆ ICA commerce

En revanche, les activités du commerce ont enregistré, en glissement annuel, une diminution de 3,1% de leur chiffre d'affaires en 2020. Ce ralentissement est imputable au commerce de détail dont le chiffre d'affaires a baissé de 7 %. Il est lié au ralentissement de l'activité économique consécutive aux échéances électorales conjugué à la crise sanitaire. Toutefois, le « commerce de gros de machines équipements et fournitures », le « commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles », le « commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles » et le « commerce et la réparation de motocycles » ont vu leurs chiffres d'affaires augmenter respectivement de 180,3 %, 122,8 %, 35,1 % et 15,6 %.

◆ ICA financier

Contrairement aux autres secteurs, le secteur financier a affiché une forte résilience en 2020. En effet, l'indice du chiffre d'affaire global a progressé de 39,6 % pour se situer à 198,3 contre 142 en 2019. Cette progression est imputable à la bonne performance observée aussi bien au niveau des services bancaires (41,9 %) qu'au niveau des assurances (17,4 %).

La hausse du chiffre d'affaires des banques résulte de l'accroissement du chiffre d'affaires des autres services (138,8%), des gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières (70,9 %), des commissions (51,5%), des intérêts et revenus assimilés (28,2 %) ainsi que des revenus du portefeuille d'investissement (24,1 %).

La performance des services des assurances a été soutenue par les performances des assurances dommage (22,3 %) et des services des caisses de retraite (7,2 %).

◆ ICA construction

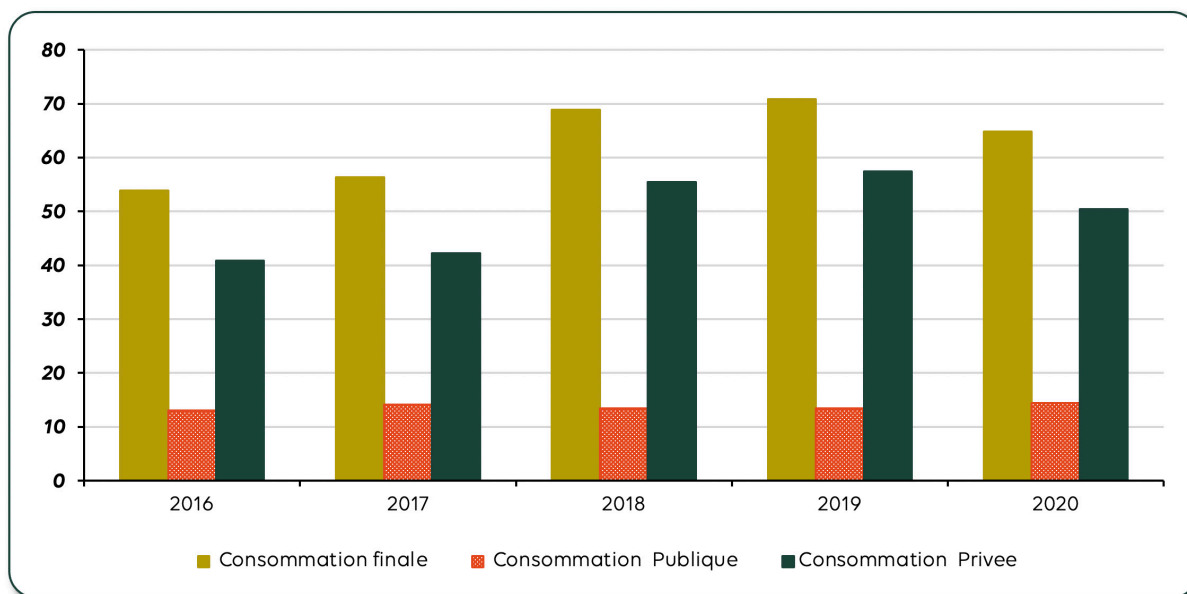
Le secteur de construction est marqué par une baisse de l'activité en 2020. Globalement, l'indice du chiffre d'affaire de la construction s'est contracté de 52,7 %, en se situant à 35,6 %. Cet indice est tiré à la baisse aussi bien par le sous-secteur du génie civil que par les sous-secteurs des bâtiments dont les indices ont baissé respectivement de 60,8 % et 58,5 %. Cette contre-performance résulte, entre autres, de la crise sanitaire liée à la pandémie de la covid-19.

2-1-3- Facteurs de demande

◆ Consommation finale publique

Selon les projections du cadrage macroéconomique d'octobre 2020, les dépenses de consommation finale devraient baisser de 8,6 % en 2020 contre une augmentation de 2,9 % en 2019. Cette situation résulte de la baisse de la consommation privée, liée à la mise en application des mesures sanitaires qui a conduit à une baisse des revenus des ménages, au manque de certains produits sur le marché, à l'augmentation des prix et aux difficultés de transport.

Graphique 7 : Evolution de la consommation (en milliards de GNF)

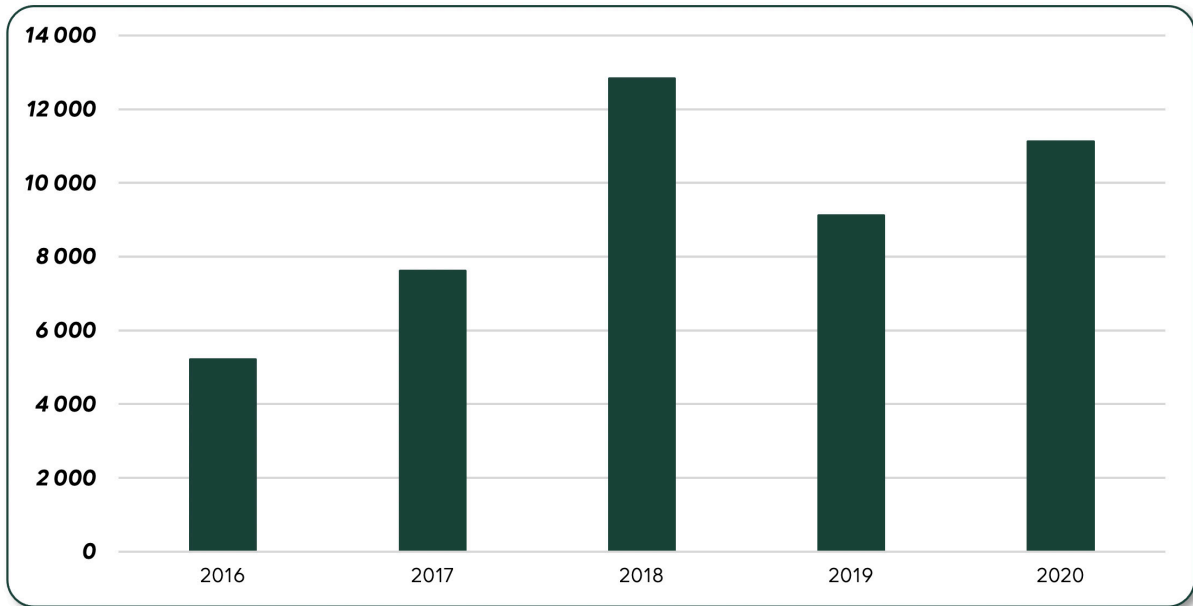


Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

◆ Investissements publics

Les prévisions du cadrage macroéconomique tablent sur une hausse de 22 % des investissements de l'administration publique. Cette hausse résulterait essentiellement des différents travaux de réhabilitations des infrastructures (routières, ...)

Graphique 8 : Evolution des investissements publics en 2020 (en milliards de GNF)

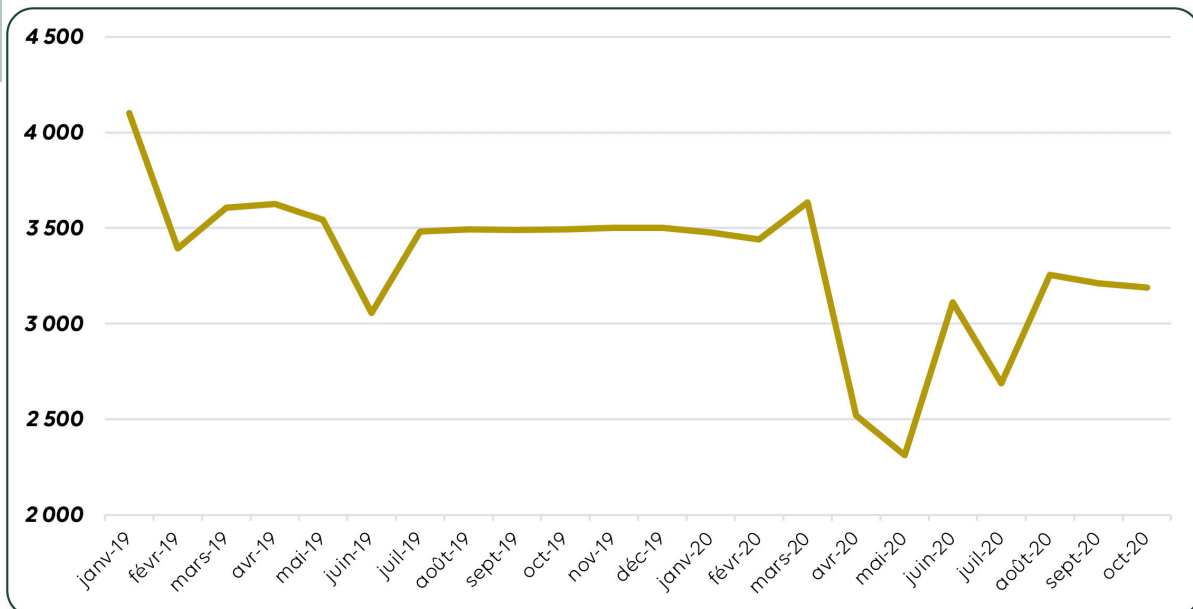


Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

◆ **Immatriculations de véhicules**

Le nombre de véhicules immatriculés accuse une légère baisse (0,7 %) en se situant à 3 190 véhicules en octobre 2020 contre 3 211 véhicules en septembre 2020, en raison du ralentissement de l'activité économique consécutive à la pandémie. En glissement annuel, elle baisse également de 8,6 % par rapport à octobre 2019.

Graphique 9 : Evolution des immatriculations de véhicules

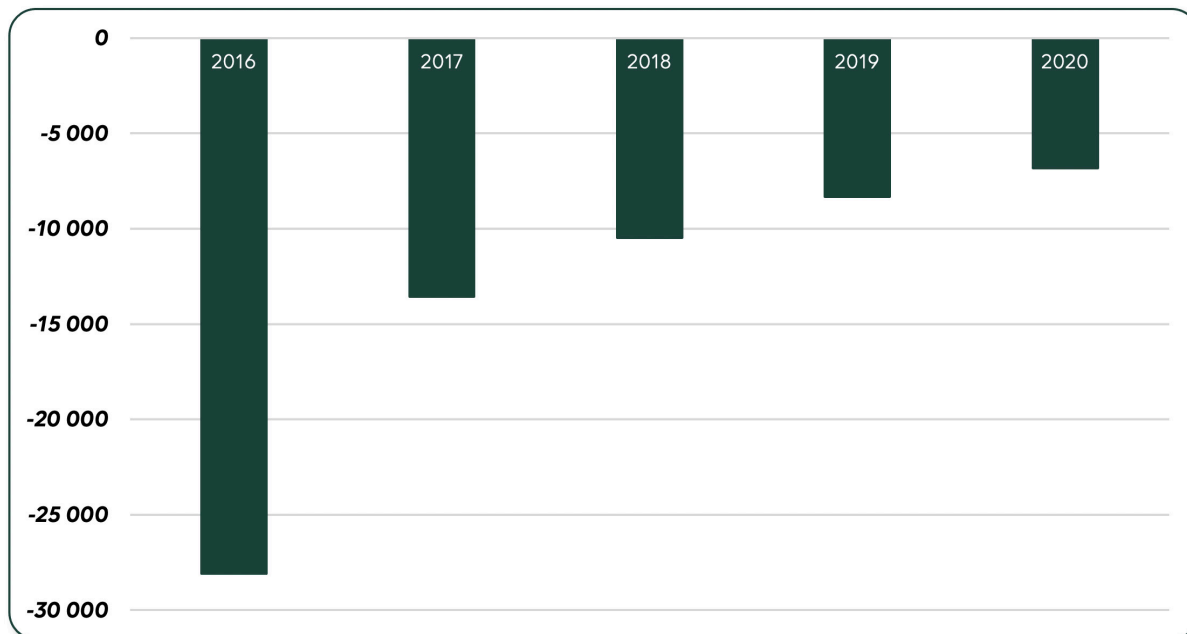


Source : Ministère de l'Économie et des Finances

◆ Demande extérieure nette

La demande extérieure nette est restée déficitaire de GNF 6 839 milliards en 2020 contre un déficit de GNF 8 326 milliards l'année précédente. Cette atténuation du déficit s'explique par l'augmentation des exportations des produits miniers, en particulier, la bauxite et l'or.

Graphique 10 : Demande extérieure nette (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

2-2-Analyse de l'inflation

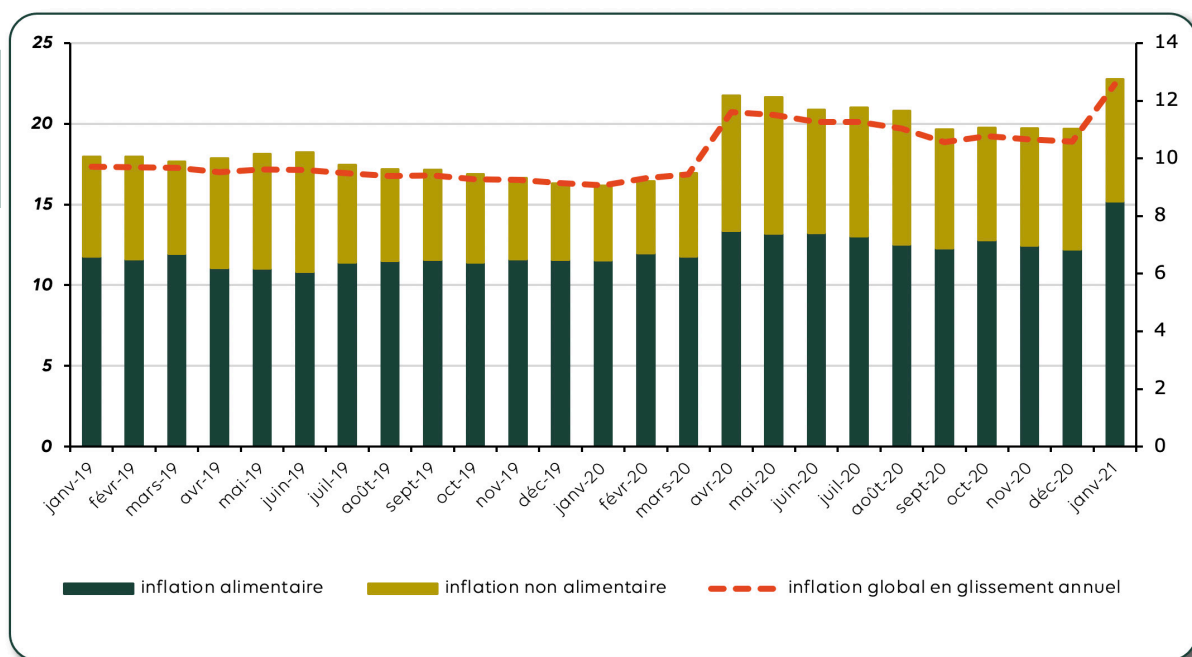
2-2-1-Inflation globale

L'inflation en glissement annuel qui était de 9,3 % en février 2020 a atteint 10,6 % en décembre avant de culminer pour la première fois depuis janvier 2013, pour atteindre 12,6 % en janvier 2021. Cette évolution est liée à la hausse des prix de la composante alimentaire dont l'indice a augmenté de 15,2 % en glissement annuel. Cette hausse résulte notamment de l'augmentation des prix des sous-groupes « pain et céréales », « viande », « poissons », « lait et fromage », « huiles et graisse », « fruits », « légumes autres que pommes de terre », et « sel, épices ».

Les prix de la composante non alimentaires en janvier 2021 ont augmenté de 7,6 % en glissement annuel, en lien avec la hausse des prix de certains sous-groupes notamment « transport », « santé », « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » et « Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison ». Par contre, seul le prix de la composante « transport » s'est traduit par une baisse de 0,2 %.

De même, l'inflation sous-jacente représentée par l'indice hors énergie et produits frais en janvier 2021 s'est établit à 11% en glissement annuel, contre 3,8 % à la même période de l'année précédente.

Graphique 11 : Evolution comparée de l'inflation alimentaire, non alimentaire et globale de janvier 2019 à janvier 2020



Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

2-2-2- Facteurs à l'origine de l'inflation

L'année 2020 a été marquée par les effets de la pandémie de la Covid-19 sur les activités économiques tant nationales qu'internationales. Les mesures de riposte prises par le Gouvernement pour freiner les effets de la pandémie sur l'économie guinéenne combinées

avec la fermeture des frontières avec les pays voisins, la dépréciation du taux de change, le monopôle sur l'importation des produits alimentaires de base, le renforcement des contrôle douaniers immédiats, la dégradation et les travaux de reconstruction des infrastructures routières ainsi que la situation socio-politique tendue sont les facteurs explicatifs du niveau actuel de l'inflation.

◆ **Hausse des coûts de transports maritimes**

Le transport maritime mondial est actuellement marqué par une crise de conteneurs liée à la pandémie de coronavirus. A cause du télé travail, les entreprises n'arrivent plus à dépoter rapidement leurs conteneurs pour aller transporter d'autres marchandises. Cette situation a entraîné une augmentation du coût de location des conteneurs et, partant, du transport maritime des conteneurs de 40 pieds, qui est passé, en moyenne, de 4 000 dollars avant la pandémie à 12 000 dollars actuellement pour les conteneurs provenant de la Chine, et de 3 000 euros à 9 000 euros pour les conteneurs provenant de l'Europe. Cette augmentation est conjuguée avec l'augmentation du délai d'embarquement des marchandises. Actuellement, il faut au moins trois semaines pour embarquer les marchandises dans les bateaux, contre seulement une semaine avant la crise des conteneurs. L'allongement de ce délai perturbe la distribution des marchandises et crée ainsi un problème de disponibilité des biens.

◆ **Fermeture des frontières terrestres**

En septembre 2020, la Guinée a fermé ses frontières terrestres avec le Sénégal, la Sierra Leone et la Guinée - Bissau, pour des raisons sécuritaires. La fermeture de ces frontières a perturbé les importations des biens provenant de ces pays et les importations des marchandises débarquées aux ports de Dakar et de Banjul qui semblent être plus compétitifs que celui de Conakry. En effet, certains opérateurs passent désormais par le Mali pour importer leurs produits provenant du Sénégal. D'autres prennent le risque, en payant des frais supplémentaires pour passer clandestinement par les frontières terrestres fermées. Cette fermeture a ainsi entraîné une augmentation des coûts du transport des marchandises. Elle a également affecté négativement l'offre de biens tels que le lait, le yaourt, le sel et le sucre, provenant notamment du Sénégal.

◆ **Travaux de reconstruction des infrastructures routières**

La ville de Conakry est ravitaillée en produits locaux de consommation (riz, huile, fruits locaux, etc.) par l'intérieur du pays. Les biens produits à Conakry ou importés qui sont destinés à l'intérieur du pays sont transportés par voie terrestre. Le réseau routier reliant la capitale aux principales villes de l'intérieur s'est fortement détérioré en 2020. Par ailleurs, les travaux de reconstruction de la route nationale Coyah - Kouroussa ont démarré en 2020. La dégradation poussée et les travaux de reconstruction entraînent une augmentation de la durée des transports entre Conakry et les zones de production. Cela augmente les coûts des transports qui se répercutent sur les prix de reviens des marchandises.

◆ **Coûts d'ajustement lié à la mise en œuvre des opérations du guichet unique du commerce extérieur**

Dans le cadre de la mobilisation des recettes publiques, le Gouvernement a institué un Guichet unique et renforcé les contrôles immédiats au niveau des services des douanes, le nombre de scanners aux douanes étant passé de 1 à 4. La redevance payée au guichet unique par déclaration douanière est de 45 dollars. La redevance du scanner par conteneur de 40 pieds est passée de 100 dollars à 130 dollars. Celle pour les conteneurs de 20 pieds est passée de 60 dollars à 90 dollars.

Par ailleurs, le renforcement de ces contrôles permet de mieux estimer les valeurs des marchandises importées, ce qui entraîne une augmentation des taxes douanières. Ces taxes conjuguées avec l'augmentation des redevances sont répercutées sur les prix des biens à la consommation.

◆ **Consultations électorales et grève syndicale**

L'année 2020 a enregistré trois consultations électorales, à savoir le référendum, les élections législatives et l'élection présidentielle. Elle a également connu la grève lancée par le Syndicat Libre des Enseignants et Chercheurs de Guinée. Ces événements ont été marqués par des manifestations politiques et populaires qui ont occasionné la fermeture des marchés, des magasins et des boutiques pour des raisons sécuritaires. La fermeture de ces lieux de commerce réduit l'offre sur le marché. Pendant ce temps et même après, ceux qui ouvrent leurs boutiques et magasins pourraient fixer les prix à leur guise. Dans un contexte de rigidité des prix à la baisse, cette situation contribue à la hausse actuelle de l'indice des prix à la consommation.

◆ **Effet de second tour**

Pour maintenir leurs pouvoirs d'achat, certains agents économiques augmentent les prix de leurs produits suite à la hausse des prix d'autres biens de consommation.

2-3- Secteur monétaire et financier

2-3-1- Conditions monétaires

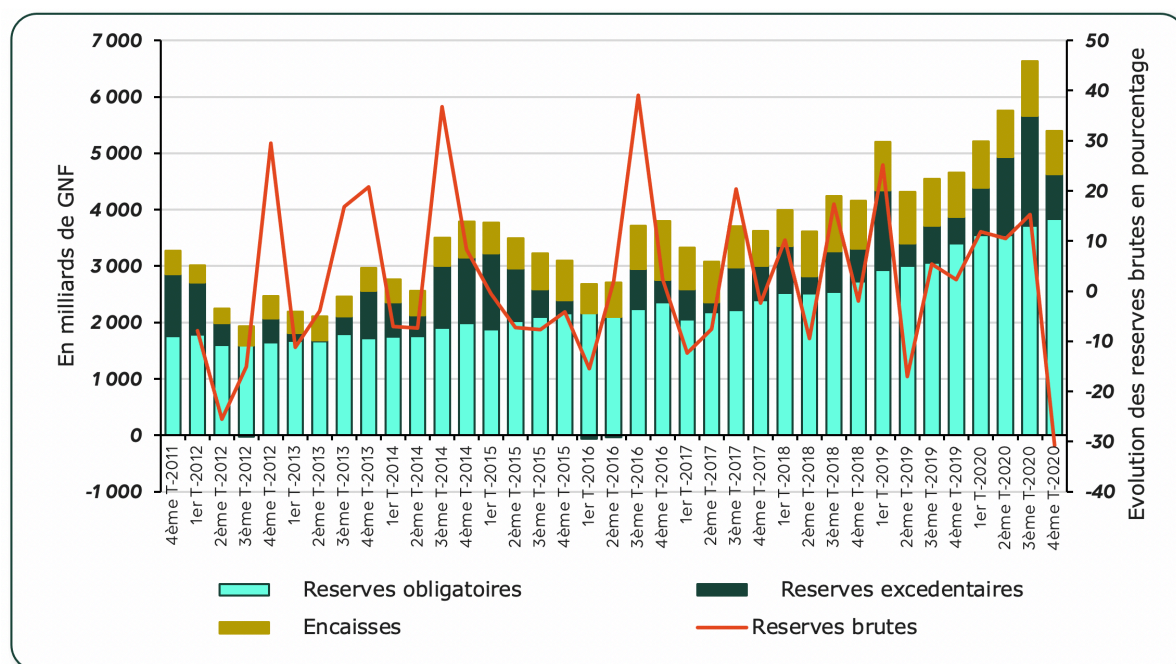
Au cours de l'année 2020, la mise en œuvre de la politique monétaire a été marquée par la baisse des conditions monétaires dans le but d'accompagner le secteur privé et le plan de riposte économique à la crise sanitaire de la Covid-19. La Banque Centrale a abaissé son taux Directeur et le coefficient des réserves obligatoires en les ramenant respectivement à 11,5 % et 15 %.

◆ Liquidité bancaire

La liquidité globale a baissé de 30,7 % au quatrième trimestre 2020 pour se situer à GNF 4 594,2 milliards contre GNF 6 629,6 milliards au trimestre précédent. Cette baisse est imputable aux opérations de souscriptions des banques commerciales aux titres publics émis par l'Etat et la Banque Centrale (bons d'investissement, titres de régulation monétaire et bons du Trésor) dans le cadre de la gestion de l'excès de liquidité du système bancaire, de la couverture du besoin de trésorerie de l'Etat et de l'établissement de la banque nationale d'investissement.

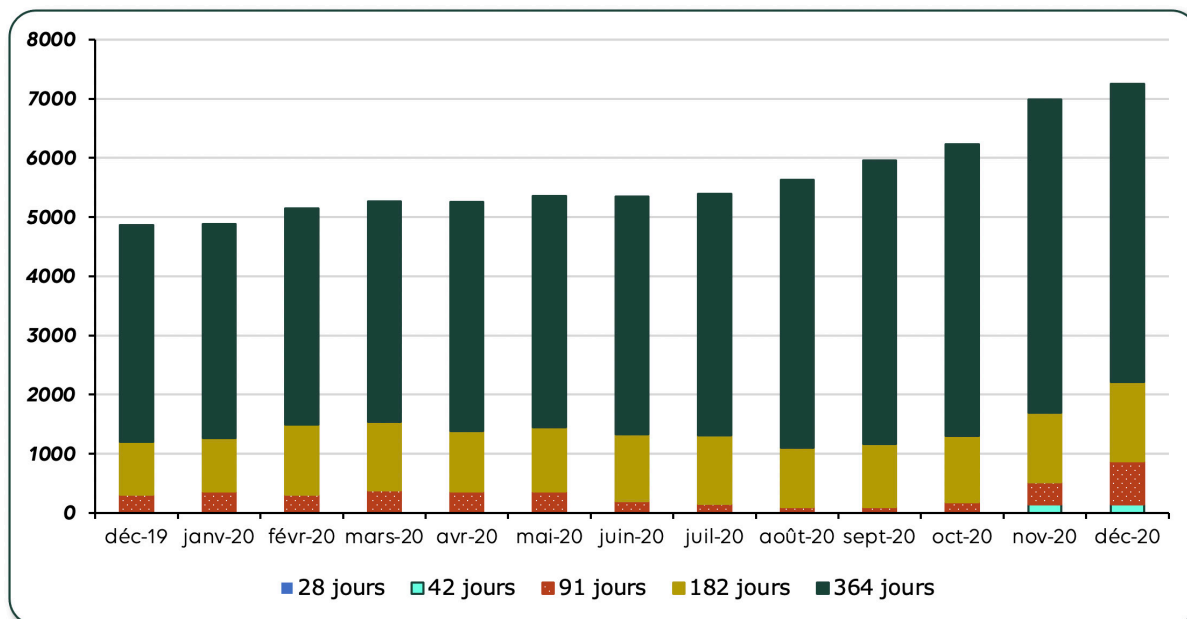
Ainsi, l'encours des BDT s'est chiffré à GNF 7 250,50 milliards, en hausse de 21,75 % par rapport à septembre 2020 et de 49,1 % par rapport à décembre 2019. Cet encours reste dominé par la maturité de 364 jours suivie de celle de 182 jours. Au 31 décembre 2020, il est de GNF 5 039,25 milliards pour la maturité de 364 jours, GNF 1 335,750 milliards pour celle de 182 jours, GNF 730,50 milliards pour les bons à 91 jours et GNF 145 milliards pour la maturité de 42 jours.

Graphique 12 : Evolution de la liquidité du système bancaire entre 2011 et 2020



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Graphique 13 : Evolution de l'encours des Bons du trésor entre 2019 et 2020 (en milliards de GNF)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La BCRG a également poursuivi ses opérations d'injection de liquidité de devises à travers le Marché aux Enchères Bilatérales de Devises (MEBD). En 2020, elle a cédé aux banques un montant de USD 202,1 millions contre USD 137,18 millions en 2019.

Par ailleurs, depuis le 13 novembre 2020, date du lancement officiel des opérations de la salle des Marchés financiers de la BCRG, les séances des enchères basées sur les règles ont débuté. De novembre à décembre 2020, trois séances de cession ont été organisées pour un montant de USD 14 millions. Sur ce marché, les séances de cession d'enchères ne peuvent être organisées que si le cours de référence du jour calculé et publié par la BCRG, à partir des déclarations transmises par les banques, est supérieur à 0,25% de la moyenne arithmétique des taux des 5 derniers jours.

◆ Structure des taux d'intérêt

A fin décembre 2020, la Banque Centrale de la République de Guinée a maintenu l'orientation de sa politique monétaire. A ce titre, ses principaux instruments ont été maintenus inchangés en se fixant à 11,5 % et 15 % respectivement pour le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires. En outre, la BCRG a réintroduit les titres de régulation monétaire (TRM) pour absorber l'excès de liquidité du système bancaire induit par le remboursement des emprunts obligataires par l'Etat. Ces titres ont permis d'éponger GNF 995 milliards.

Le taux débiteur maximum moyen des banques est resté également inchangé par rapport à la situation de septembre 2020 en se situant à 26,25 %. Le taux créditeur moyen sur les comptes à terme s'est fixé à 5,89 % contre 5,52 % à fin septembre 2020. Le taux du marché interbancaire a augmenté en s'établissant à 11,5 % en décembre 2020 contre 8,75 % en août 2020. Par ailleurs, le taux moyen pondéré des bons du Trésor (BdT) à 91 jours a augmenté de 3,35 points de pourcentage par rapport à août 2020 en se

fixant à 11,5 %. Les taux de bons de Trésor à 182 jours et 364 jours ont également connu une hausse de 2,67 % et 3,28 % entre septembre et décembre 2020 en se situant respectivement à 12 et 15 %.

◆ Evolution du taux de change

A fin décembre 2020, le cours officiel de change du dollar US par rapport au franc guinéen s'est établi à 9 990 contre 9 400,82 à fin décembre 2019, soit une dépréciation de 5,9 %. Le taux de change de l'euro est passé de GNF 10 518,5782 en décembre 2019 à 12 153,8414 à décembre 2020, soit une dépréciation du GNF de 13,5 %.

La prime de change par rapport au dollar USD s'est fixée en moyenne à 0,64 % à fin décembre 2020 contre 0,82 % en 2019. Celle relative à l'euro a baissé de 0,28 % à fin décembre 2020 contre 1,20 % à fin décembre 2019.

Graphique 14 : Evolution du taux de change GNF/USD

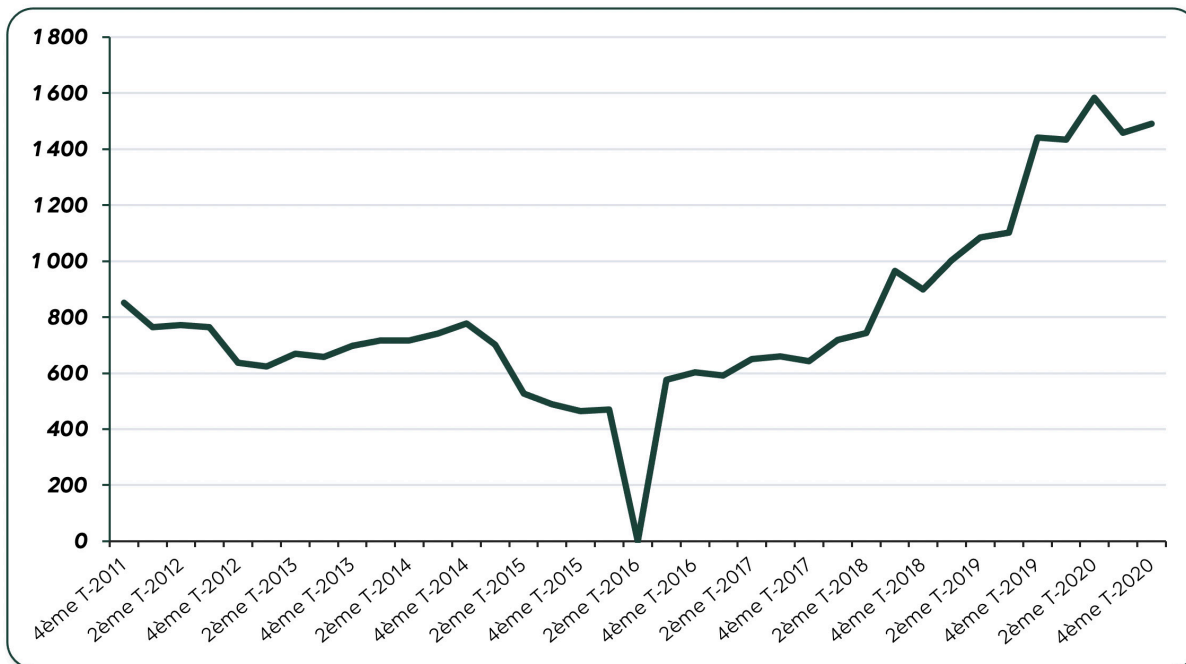


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

◆ Réserves de change

Les réserves brutes de change se sont situées à USD 1,49 milliards à fin 2020 contre USD 1,46 milliards à fin septembre 2020, soit un accroissement de 2,11 %. En glissement annuel, l'accroissement est de 3,35 %. Les réserves en termes de mois d'importations se sont établies à 4 mois en décembre 2020 contre 3,22 mois il y a un an.

Graphique 15 : Evolution des réserves brutes de change

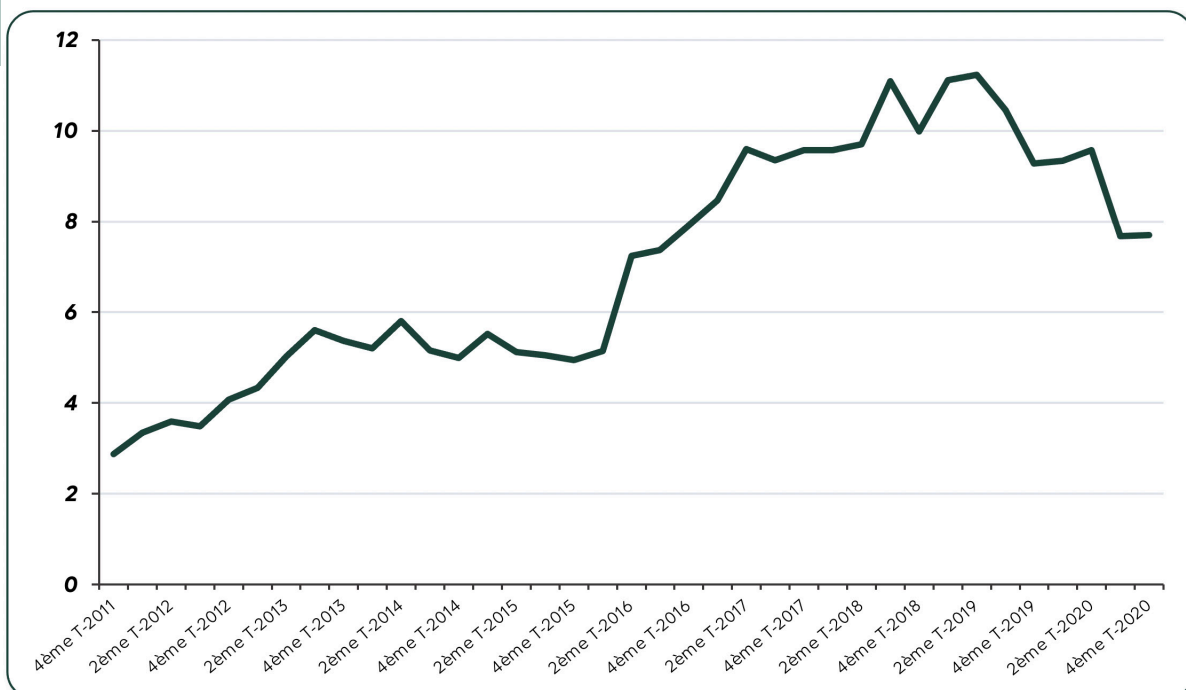


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

◆ **Qualité du portefeuille bancaire**

Les créances compromises ont augmenté de 2,23 % à fin décembre 2020 par rapport à son niveau de septembre 2020 pour s'établir à GNF 1 001,77 milliards, soit 7,7 % des créances au secteur privé. En glissement annuel, Elles ont baissé de 10,4 %.

Graphique 16 : Créances compromises en pourcentage des créances au secteur privés



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2-3-2- Evolution de la masse monétaire

L'examen de la Situation Monétaire Intégrée à fin décembre 2020 fait ressortir une croissance de la masse monétaire de 2,8 % par rapport à fin septembre 2020. Cet accroissement résulte de la hausse simultanée des avoirs extérieurs nets de 7,28 % et des avoirs intérieurs nets de 0,76%. En glissement annuel, la masse monétaire a augmenté de 23,03 %.

2-3-2-1- CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE

◆ Avoirs Extérieurs Nets

Les avoirs extérieurs nets sont passés de GNF 9 570,48 milliards à GNF 12 189,81 milliards entre fin décembre 2019 et fin décembre 2020, soit une hausse de 27,37 %. Cette évolution s'explique par l'accroissement simultané des réserves de change et de la position extérieure nette des banques primaires.

En effet, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale ont augmenté de 12,5% pour se situer à GNF 8 757,55 milliards (USD 972,52 millions) à fin décembre 2020 contre GNF 7 787,23 milliards (USD 864,77 millions) à fin décembre 2019. Cet accroissement s'explique essentiellement par :

- ✓ *le renforcement des avoirs en or monétaire;*
- ✓ *les encaissements d'aides budgétaires du FMI (DTS 107,10 millions), de la Banque Mondiale (USD 82,45 millions), de la Banque Africaine de Développement (USD 29,52 millions) et de l'Union Européenne (EUR 18,94 millions);*
- ✓ *les décaissements relatifs aux trois revues de l'accord FEC (DTS 51,64 millions);*
- ✓ *les rapatriements des recettes d'exportation des orpailleurs artisanaux à la BCRG (USD 329,52 millions) et les encaissements des recettes minières (USD 138,01 millions).*

La position extérieure nette des banques commerciales s'est fortement améliorée de 92,5% pour se situer à GNF 3 432,25 milliards à fin décembre 2020. Cette performance s'explique par le rapatriement des recettes d'exportation des sociétés minières et des orpailleurs artisanaux, le recours au MEBD et la baisse des engagements extérieurs liée au remboursement des emprunts auprès des correspondants étrangers.

◆ Avoirs Intérieurs Nets

Les avoirs intérieurs nets se sont chiffrés à GNF 25 230,54 milliards en décembre 2020 contre GNF 20 845,69 milliards à fin décembre 2019, soit une hausse de 21%. Cette progression s'explique par la dégradation de la position nette du Trésor auprès du système bancaire et la hausse des crédits au secteur privé.

En effet, la position nette du Trésor auprès du système bancaire s'établit à GNF 20 179,24 milliards au 31 décembre 2020, en détérioration de 35,5% par rapport à son niveau de fin

décembre 2019. L'endettement net du Trésor à la Banque Centrale augmente de 18,9%, en liaison avec une progression plus marquée des dépenses de l'Etat par rapport aux recettes publiques. La dégradation de la position nette du Trésor dans les banques commerciales résulte essentiellement des souscriptions nettes aux bons du Trésor (GNF 2 052 milliards) et aux emprunts obligataires (GNF 643,01 milliards) sur la période.

Les crédits au secteur privé ont augmenté de 8% en glissement annuel pour s'établir à GNF 13 009,13 milliards à fin décembre 2020. Cette évolution s'explique principalement par l'escompte des titres publics et la mise en place de lignes de crédits en faveur des entreprises évoluant dans les secteurs des mines, de la distribution de produits pétroliers, de l'énergie, de l'industrie, du commerce et des BTP. Les crédits à l'économie sont essentiellement tirés par les crédits à court terme qui représentent 61% du total des crédits à fin décembre 2020. Les créances compromises ont baissé de 10,4% en glissement annuel en raison essentiellement du passage en perte desdites créances.

Tableau 1 : Contribution des contreparties de la masse monétaire à la croissance de M2 (en %)

	Variation de M2	Créances sur le secteur public	Créances sur le secteur privé	Autres Postes Nets	AEN
déc-19	9,54	3,14	3,74	-0,93	3,57
mars-20	4,52	4,69	-1,00	-1,27	2,09
juin-20	6,04	5,36	-0,80	-4,44	5,92
sept-20	7,98	4,08	3,76	2,29	-2,16
déc-20	2,80	2,15	0,70	-2,33	2,27

Sources : Banque Centrale de la République de Guinée

2-3-2-2- COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE

◆ Circulation fiduciaire

La circulation fiduciaire a atteint GNF 11 541,59 milliards au 31 décembre 2020, en hausse de 30,9% par rapport à son niveau de décembre 2019. Cette évolution est essentiellement imputable à l'augmentation des avoirs extérieurs nets et à la détérioration de la position nette du Trésor dans le système bancaire.

◆ Dépôts

En 2020, les dépôts en francs guinéens ont augmenté de 17,4%, en liaison notamment avec la hausse des crédits au secteur privé, le relèvement des taux sur les dépôts à terme et l'ouverture de nouveaux points de service. Sur la même période, les dépôts en devises ont progressé de 25,7% suite à l'augmentation des dépôts des clients évoluant dans les secteurs minier, pétrolier, énergétique et des BTP.

2-4- Finances publiques

Au cours du quatrième trimestre 2020, les efforts de mobilisation des recettes budgétaires se sont estompés au cours de la période sous revue, sous l'effet d'un contexte national difficile lié aux élections électorales.

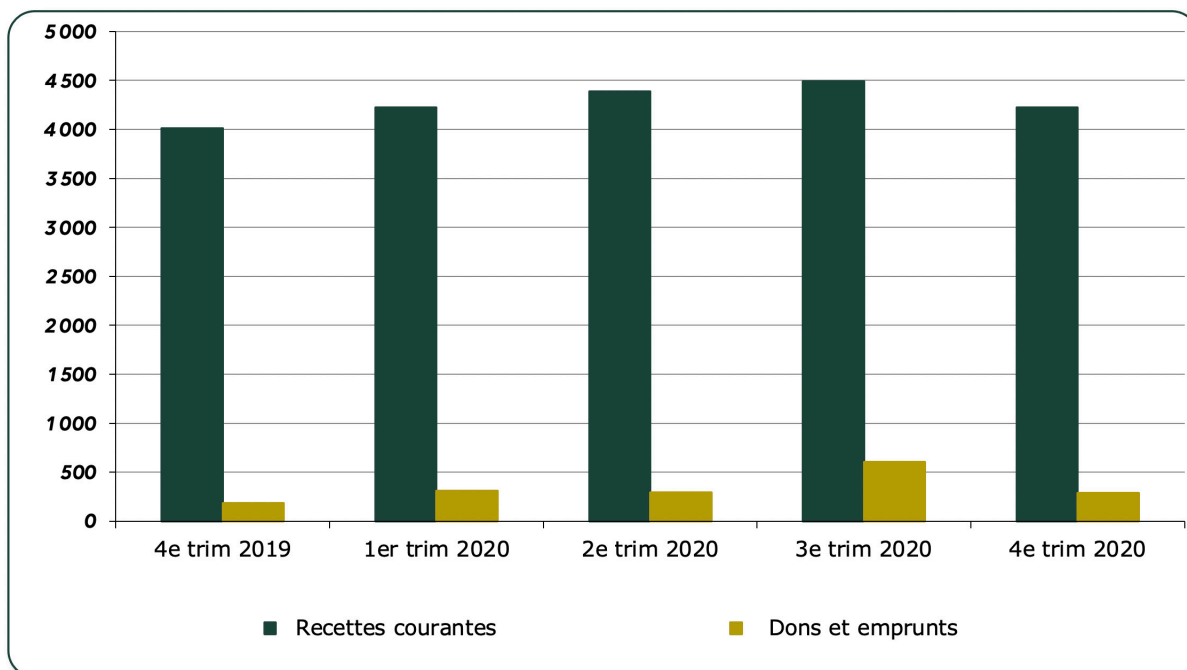
2-4-1- Recettes

Les recettes publiques sont ressorties à GNF 4 512 milliards, en baisse de 11,4 % par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est due à celle des recettes courantes et des dons. Les recettes courantes se sont établies à GNF 4 222,5 milliards, soit une baisse de 6 % tirée par les recettes non fiscales et non minières qui ont diminué de 56,5 % et 7,6 %, respectivement.

La baisse des recettes non minières résulte de celle des contributions directes qui se sont contractées de 9,7 % par rapport au troisième trimestre de 2020, pour se situer à GNF 641,5 milliards. Les recettes issues des biens et services se sont établies à GNF 2 051 milliards, contre GNF 2 134,9 milliards au troisième trimestre 2020, soit une baisse de 3,9 %. Les recettes sur le commerce international sont ressorties à GNF 772 milliards, en hausse de 7,3 % par rapport au trimestre précédent.

La baisse des recettes courantes a été contenue par une augmentation des recettes minières de 4,5 %, ces recettes passant de GNF 581,7 milliards au troisième trimestre 2020 à GNF 608,1 milliards au quatrième trimestre 2020.

Graphique 17 : Evolution des dépenses publiques (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

Les dons ont été mobilisés à hauteur de GNF 289,5 milliards contre GNF 603 milliards, soit une baisse de 86,7 %. Cette faible mobilisation des dons est plus marquée au niveau

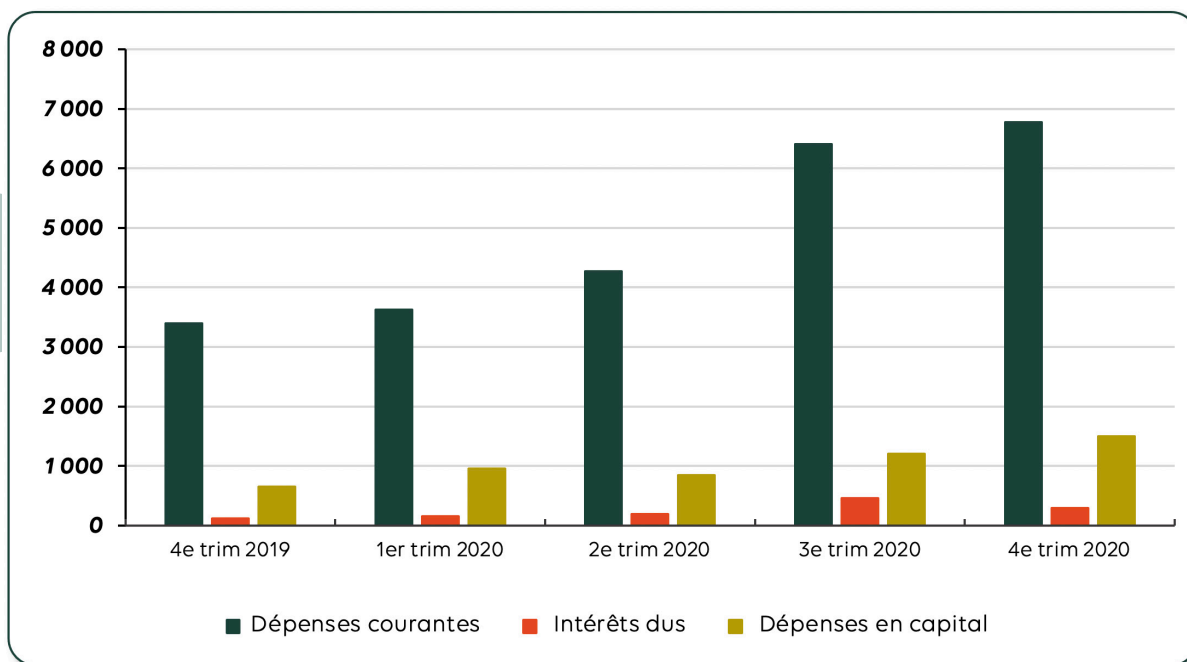
des dons non affectés qui, en passant de GNF 528,3 milliards au troisième trimestre 2020 à GNF 209,1 milliards, baisse de 60,4 %. Par contre, la mobilisation des dons affectés s'est accrue de 7,6 % par rapport au troisième trimestre 2020 pour atteindre GNF 737,4 milliards.

2-4-2- Dépenses

En dépit de fortes contraintes sur les dépenses publiques liées aux mesures sociales et sanitaires, et de soutien à l'activité économique dans le contexte d'épidémie de COVID 19, les dépenses publiques ont été contenues au quatrième trimestre 2020. Elles ont, en effet, baissé de 27,5 % pour s'établir à GNF 5 525,3 milliards, contre une hausse de 48,3 % au trimestre précédent.

Les dépenses courantes, estimées à GNF 4 733,8 milliards, se sont contractées de 26,1 % par rapport au troisième de 2020. Leur contraction résulte de celles des dépenses pour les traitements et salaires de 6,3 % et des dépenses en biens et services de 60,7 %. Les dépenses de subventions et transfert poursuivent leur hausse en se hissant à GNF 1 964,6 milliards, soit une hausse de 1,3 % par rapport au troisième trimestre 2020.

Graphique 18 : Evolution des dépenses publiques (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

Les dépenses en capital se sont établies à GNF 749 milliards contre GNF 1 207,9 milliards au troisième trimestre 2020, soit une baisse de 38 %. Elles sont tirées par les investissements sur financement extérieur qui ont reculé de 29,6 % par rapport au troisième trimestre 2020 pour se situer à GNF 251,9 milliards. Les investissements sur financement interne ont baissé de 41,5 % par rapport au troisième trimestre de 2020.

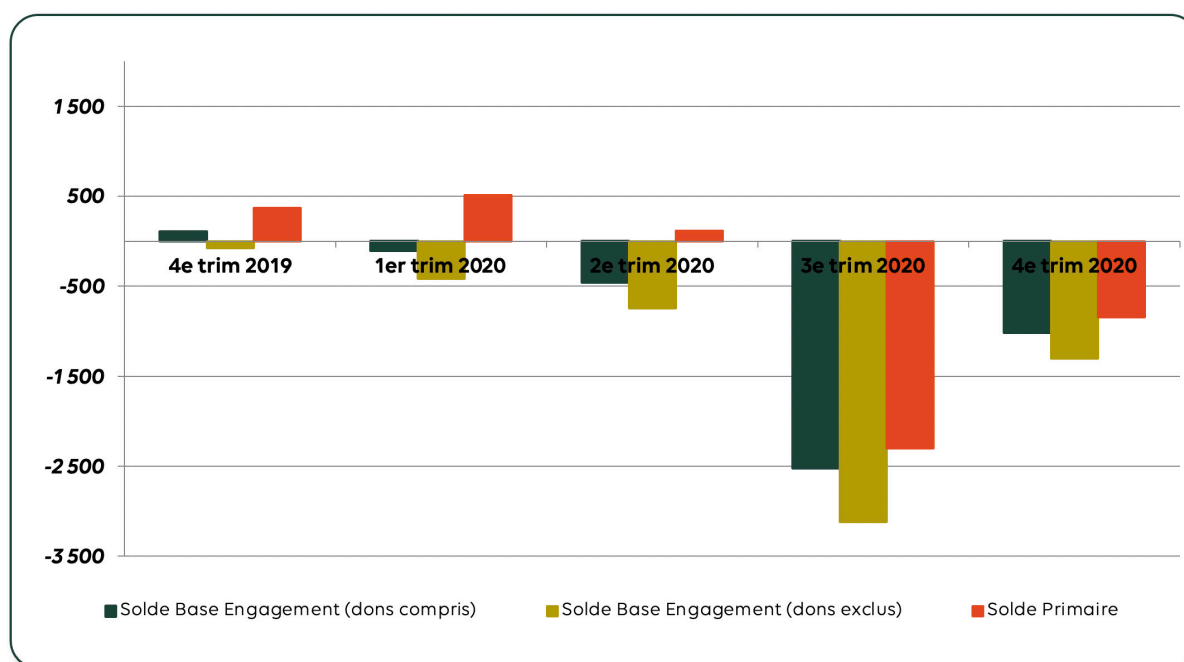
Les intérêts dus sur la dette publique se sont situés à GNF 205,8 milliards, soit une baisse de 55,5 % par rapport au trimestre précédent. Cette diminution résulte de celle des

intérêts payés sur la dette extérieure de 112,1 % et de celle des intérêts sur la dette intérieure de 30,7 %.

2-4-3- Soldes budgétaires

La situation des finances publiques s'est traduite par une baisse des déficits budgétaires, résultant de la baisse des dépenses publiques. Le solde budgétaire base engagement dons compris est déficitaire de GNF 1 013,4 milliards, contre un déficit de GNF 2 521,2 milliards au troisième trimestre 2020, soit une amélioration de 59,8 %. Le déficit du solde de base dons exclus s'est contracté de 58,3 % par rapport au troisième trimestre 2020, pour s'établir à GNF 1 302,8 milliards.

Graphique 19 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

Le solde budgétaire base caisse est déficitaire de GNF 1 067,8 milliards, en baisse de 59,4 % par rapport à son niveau au troisième trimestre 2020. Le déficit du solde primaire s'est situé à GNF 845,2 milliards contre GNF 2 305,7 milliards au troisième trimestre 2020, soit une baisse de 63,3 %.

2-5-Secteur extérieur

Le compte extérieur de la Guinée se caractérise par une capacité de financement de USD 721,61 millions au quatrième trimestre 2020 contre une capacité de financement de USD 1 271,18 millions au trimestre précédent, soit une contraction de 43,23 %. Cette contraction provient de la baisse simultanée des excédents du compte des transactions courantes et du compte capital.

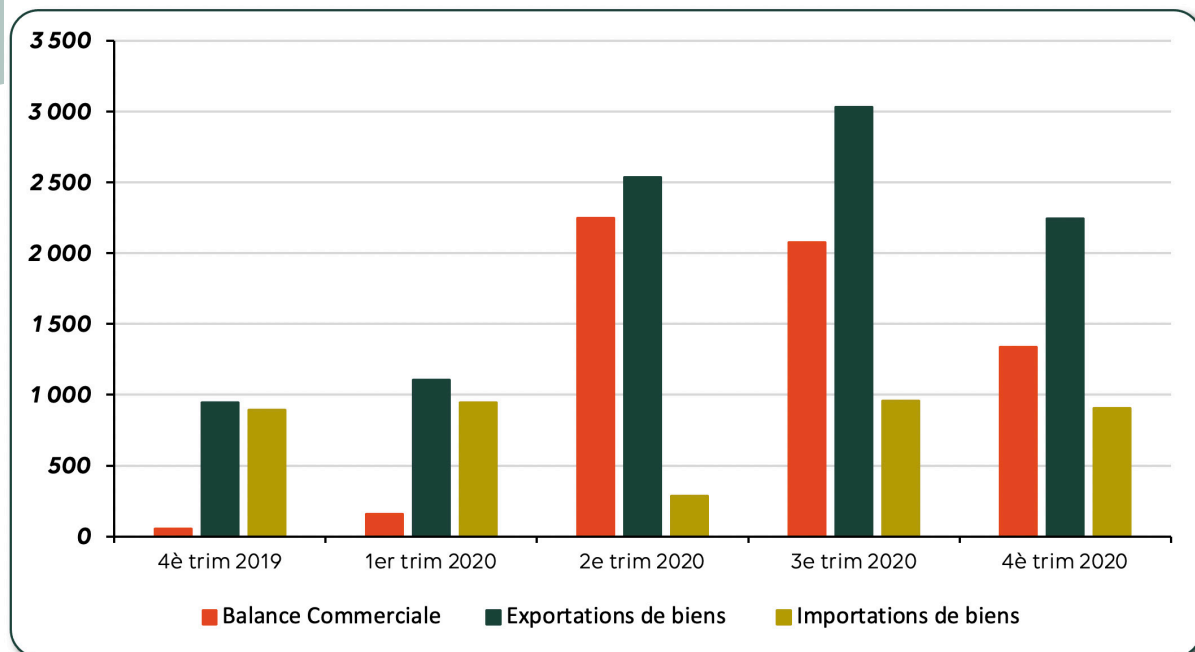
L'excédent du compte des transactions courantes s'est situé à USD 688,29 millions au quatrième trimestre 2020, contre USD 1 207,02 millions au trimestre précédent et d'un déficit de USD 110,93 millions au quatrième trimestre 2019.

La baisse du solde du compte des transactions courantes résulte à la fois de la contraction de l'excédent de la balance commerciale des biens et du renforcement du déficit de la balance des services. Le compte des revenus primaires enregistre un déficit de USD 14,17 millions au quatrième trimestre 2020, et le compte des revenus secondaire se traduit par un excédent de USD 61,43 millions au quatrième trimestre 2020.

L'excédent de la balance commerciale s'est contracté de 34 % par rapport au troisième trimestre 2020 pour atteindre USD 1 345,67 millions au quatrième trimestre 2020. En glissement annuel, l'excédent de balance commerciale s'est renforcé de USD 1 292,76 millions.

La diminution de l'excédent de la balance commerciale au troisième trimestre 2020 est justifiée par la hausse des importations des produits alimentaires notamment le riz, et ce, malgré la hausse des exportations des produits miniers, en particulier l'or.

Graphique 20 : Evolution de la balance commerciale (en millions de USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2-5-1- Exportations

Les exportations de biens ont baissé de 25 % par rapport au troisième trimestre 2020 pour se situer à USD 2 251,77 millions au quatrième trimestre 2020. Bien qu'en glissement annuel, elles soient améliorées de USD 1 304,52 millions.

La baisse des exportations par rapport au troisième trimestre 2020 est liée à la chute en valeur et en volume des exportations des produits miniers notamment l'or. De même, les exportations des produits agricoles ont enregistré une baisse en volume et en valeur.

En effet, les produits miniers qui contribuent à hauteur de 22,74 % à la baisse des exportations, ont enregistré une diminution de 24,4 % par rapport au troisième trimestre 2020 pour se situer USD 2 108,69 millions au quatrième trimestre, en raison de la baisse en valeur et en volume des exportations de l'or.

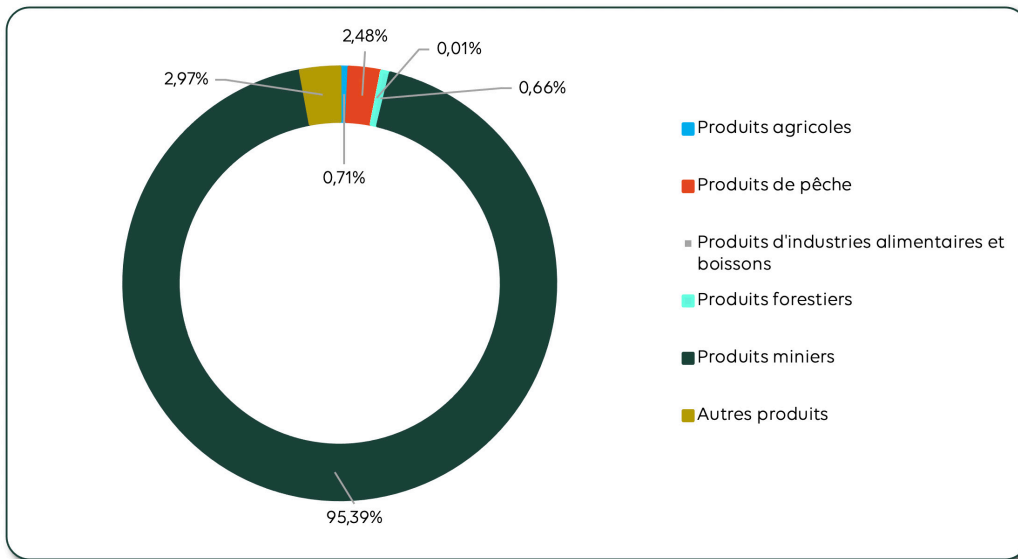
Le volume d'or exporté est de 21,9 tonnes au quatrième trimestre 2020 contre 41,58 tonnes au trimestre précédent, soit une baisse de 49,28 %. Les exportations d'or tombent 50 % pour se situer à USD 1 162,32 millions au quatrième trimestre 2020, soit une diminution de 50 %. En revanche, les exportations de bauxite ont connu une augmentation en valeur et en volume. En valeur, les exportations de bauxite ont augmenté de USD 481,81 millions par rapport au troisième trimestre 2020 pour atteindre USD 921,79 millions au quatrième trimestre. En glissement annuel, elles ont progressé de 88,41 %. En outre, Le volume exporté de bauxite passe de 14,15 millions de tonnes au troisième trimestre 2020 à 23,22 millions de tonnes au quatrième trimestre 2020, soit une progression de 64 %. Cette évolution s'explique par l'entrée en production de la société CHALCO.

Les produits de la pêche qui contribuent à hauteur de 0,10 % aux exportations, ont connu une augmentation de leurs exportations de USD 3,10 millions par rapport au deuxième trimestre 2020, pour se situer à USD 5,48 millions au quatrième trimestre 2020. En glissement annuel, les exportations des produits de pêche ont baissé de 27,7 %.

Les exportations des produits forestiers sont passées de USD 9,68 millions au troisième trimestre 2020 à USD 14,58 millions au quatrième trimestre 2020, soit une progression de 51 %. En glissement annuel, elles augmentent de 75,46 %. Cette évolution est liée à l'évolution favorable du prix du caoutchouc sur le marché international.

Les exportations de produits agricoles sont passées de USD 27,25 millions au troisième trimestre 2020 à USD 15,77 millions au quatrième trimestre 2020, soit une diminution de 42 %, en raison de la baisse du prix de certains produits sur le marché international notamment le cacao.

Graphique 21 : Part des principaux produits à l'exportation au 4ème trimestre 2020 (en %)



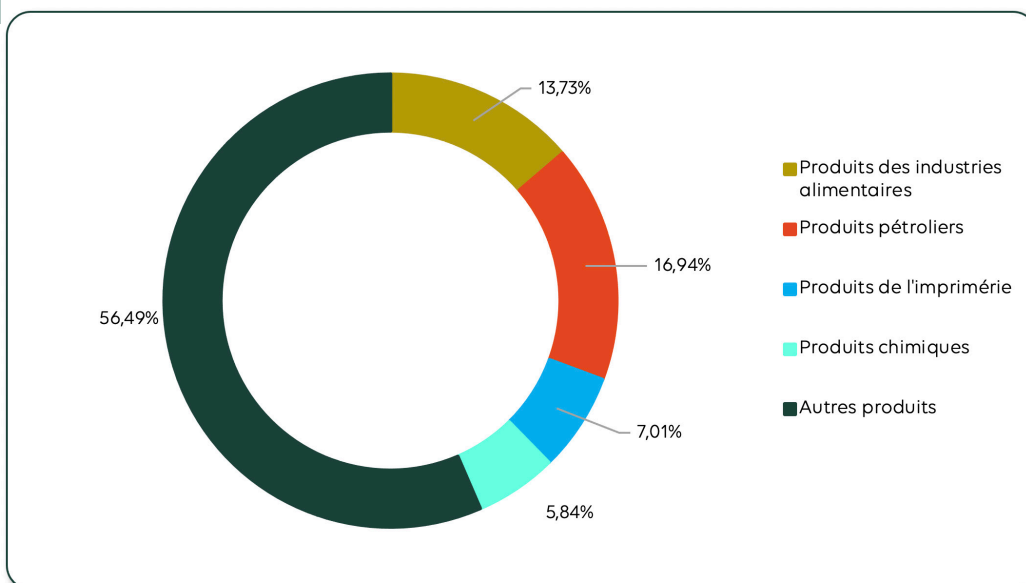
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2-5-2- Importations

En dépit de la fermeture des frontières avec les pays voisins, la baisse des importations entre les deux derniers trimestres de l'année 2020 a été modérée (5%). D'ailleurs, en glissement annuel, elles augmentent de 1,3 %.

La baisse des importations au quatrième trimestre est essentiellement imputable à la forte baisse des importations chimiques (57,76 %) qui représentent 5,8 % du total des importations.

Graphique 22 : Part des principaux produits à l'importations au 4ème trimestre 2020 (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En revanche, les importations des produits des industries alimentaires et des produits pétroliers ont augmenté au cours de la période revue. Les produits des industries alimentaires

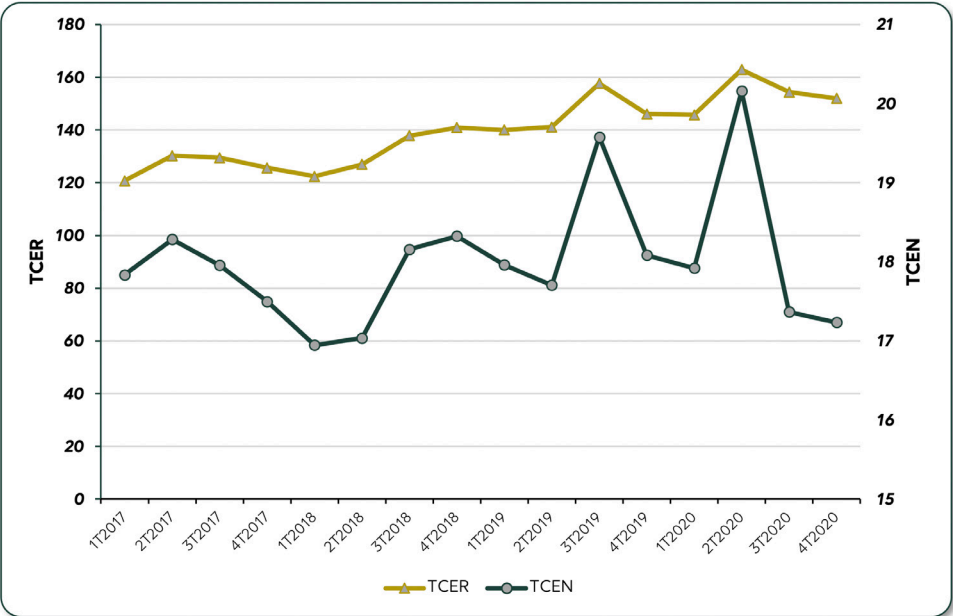
qui contribuent à hauteur de 1,41 % aux exportations, ont enregistré une augmentation de 12,14 % par rapport au troisième trimestre 2020 pour se situer à USD 124,35 millions au quatrième trimestre, en raison de la hausse des importations de riz.

Bien que leur poids dans le total des importations soit de 17 %, les produits pétroliers ont enregistré une augmentation de leurs importations de 2,37 % par rapport au troisième trimestre 2020 pour se situer à USD 153,39 millions au quatrième trimestre, résultant de la hausse du prix du baril sur le marché international suite à la baisse de la production mondiale de pétrole.

2-5-3- Taux de change effectif réel (TCER)

Au quatrième trimestre 2020, le TCER s’est déprécié de 1,5 % par rapport au troisième trimestre 2020, reflétant une amélioration de la compétitivité résultant d’une dépréciation du franc guinéen par rapport aux principales devises étrangères. Par contre, en glissement annuel, il s’est apprécié de 4,1 %, traduisant une perte de compétitivité liée à un taux d’inflation domestique supérieur à celui des pays partenaires.

Graphique 23 : Evolution du TCER et du taux de change effectif nominal



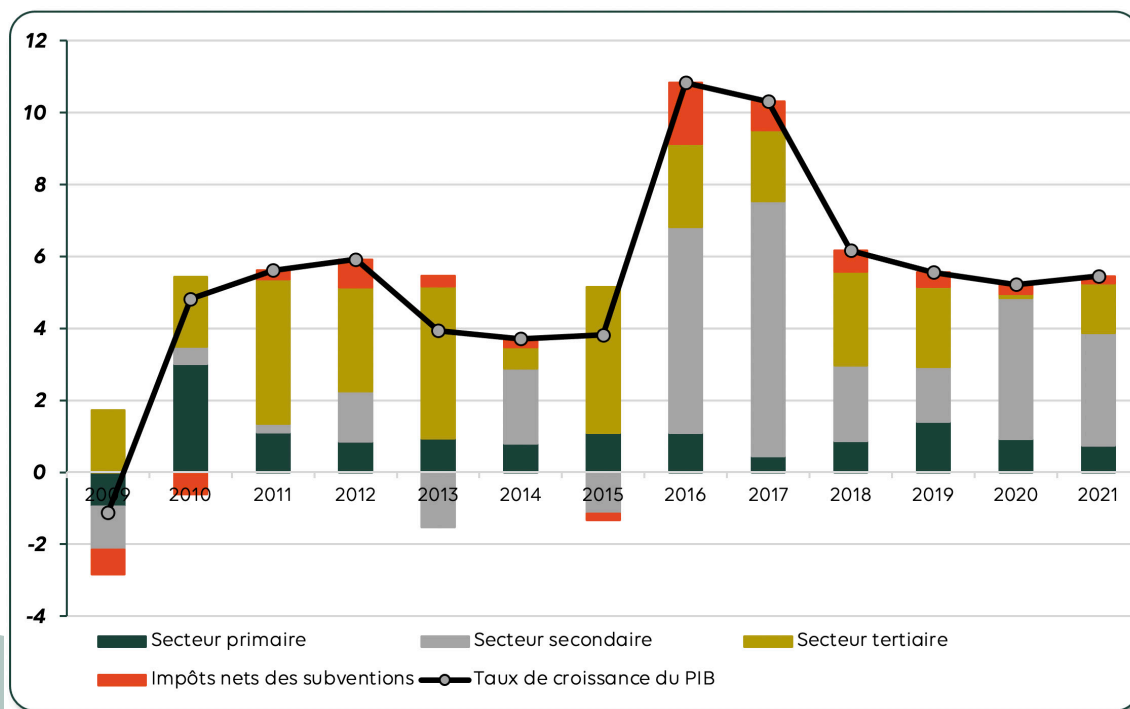
Sources : Banque Centrale de la République de Guinée

2-6- Perspectives

2-6-1- Production

Du côté de l'offre, l'économie croîtrait de 5,5 %, contre 5,2 % en 2020. Cette légère accélération concernerait tous les secteurs économiques avec une croissance plus prononcée pour les secteurs secondaire et tertiaire.

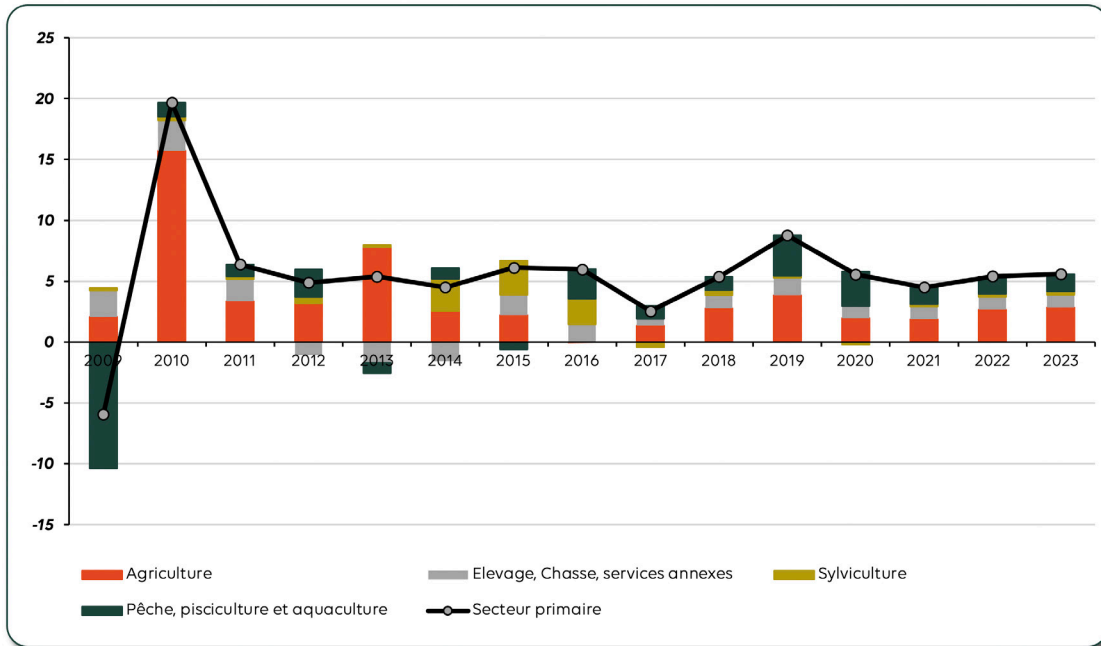
Graphique 24 : Contribution sectorielle à la croissance économique (en %)



Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

Le secteur primaire progresserait de 4,5% en 2021 contre 5,5% en 2020, tiré par la croissance des activités au niveau des sous-secteurs « élevage et sylviculture », grâce notamment aux efforts de soutien du Gouvernement. En particulier, le secteur de l'élevage bénéficierait des mesures de mises en œuvre du projet d'Appui à l'Amélioration des Systèmes d'Élevage pour l'Accroissement de la Productivité Animale (PAASEAPA). Le sous-secteur « agriculture et pêche » réaliserait une croissance de 1,4 % contre 2,8 % en 2020.

Graphique 25 : Contribution à la croissance du secteur primaire (en %)

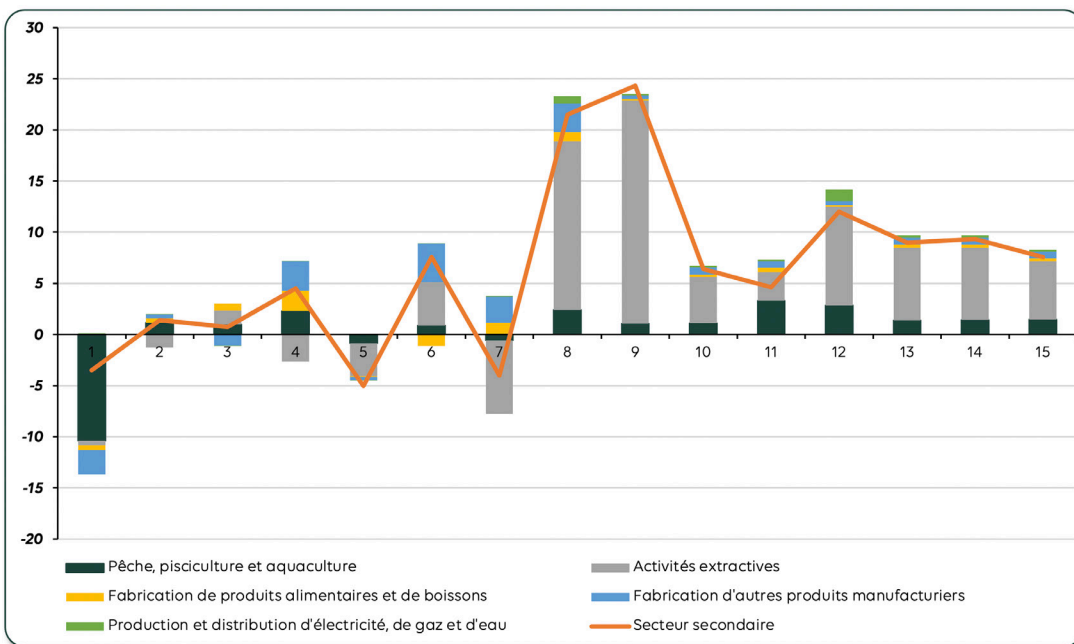


Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

La croissance des activités économiques dans le secteur secondaire se situerait à 9 %, contre 12 % en 2020. La croissance de ce secteur s’expliquerait par la hausse des productions alimentaires et manufacturières de 4,1 % et 3,4 %, respectivement.

La croissance dans les sous-secteurs « activités extractives » et « électricité et eau » ralentirait à 12,8 % et à 7,2 %, respectivement, en raison principalement de l’arrêt des mesures d’accompagnement pour fournir des services améliorés à la population durant la crise sanitaire.

Graphique 26 : Contribution à la croissance du secteur tertiaire (en %)



Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

La croissance du secteur tertiaire devrait se situer à 3,5 %, contre 0,3 %, suite à la reprise des activités commerciales et des prestations de services d'hôtellerie et de transport entamée au cours du quatrième trimestre 2020. Par contre, le sous-secteur « postes et télécommunications » connaîtrait une baisse par rapport à l'année précédente. La croissance prévue de ce sous-secteur se situerait à 12,6 % contre 14,2 % en 2020.

2-6-2- Prévion de l'inflation

La prévision de l'inflation à moyen terme est basée sur les hypothèses ci-après :

- ✓ *le niveau du taux de change du dollar pourrait se stabiliser autour de 10 050 GNF à fin mars 2021, en raison de la hausse attendue de l'offre de devises sur le marché ;*
- ✓ *le déficit budgétaire projeté est de 3,10 % du PIB, conformément à la loi de finances initiales de 2021, en raison des réformes des finances publiques en cours et en dépit du contexte difficile marqué par la pandémie de la Covid-19 ;*
- ✓ *la tendance de l'augmentation du prix des produits alimentaires enregistrée en janvier 2021 pourrait se poursuivre jusqu'en mars 2021, en raison notamment de la hausse du prix du blé sur le marché international, des frais de transports maritimes, et des coûts d'ajustement liés à la mise en place du GUCE, etc. Le taux d'inflation pourrait atteindre 13 % en glissement annuel en mars 2021.*

Sur la base de ces hypothèses, l'inflation est de 12,8% en moyenne au deuxième trimestre 2021, avant de s'établir à son niveau d'un chiffre (9,4 %) au troisième trimestre de 2022.

Graphique 27 : Prévion de l'inflation (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2-6-3- Finances publiques

La situation des finances publiques serait marquée en 2021 par une légère amélioration

des soldes budgétaires, due à une hausse plus importante des recettes publiques.

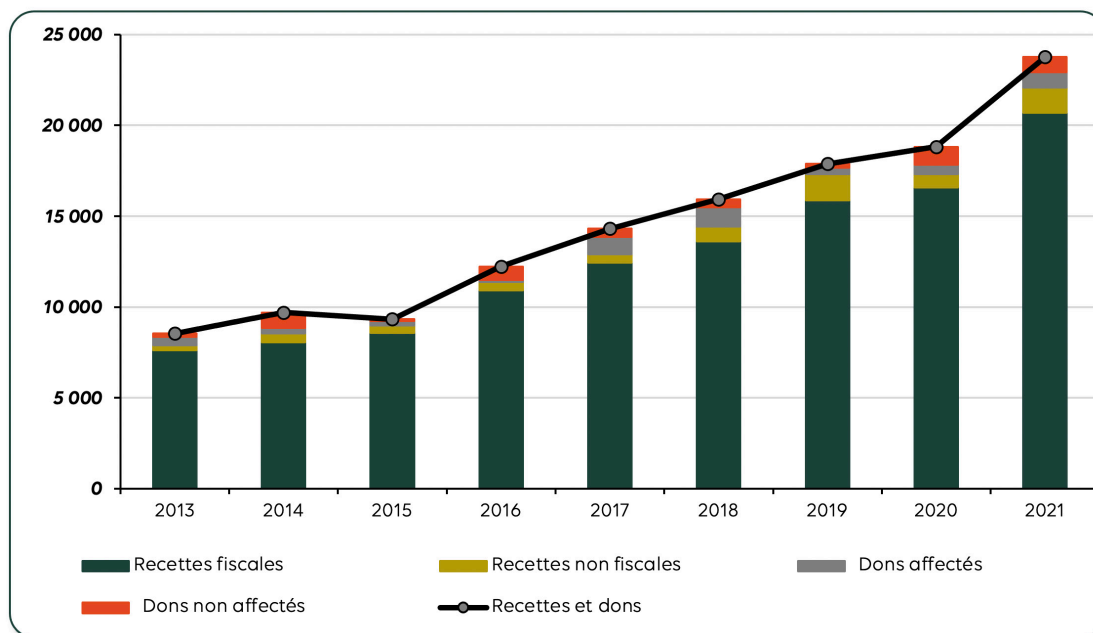
En effet, les recettes publiques atteindraient GNF 23 766,7 milliards en 2021 contre GNF 18 817,5 milliards en 2020, soit une hausse de 26,3 %. Cette hausse résulterait de l'accroissement des recettes courantes de 27,4 % et des dons de 13,4 %.

Les recettes courantes passeraient de GNF 17 320,7 milliards en 2020 à GNF 22 068,7 milliards en 2021. Elles seraient tirées par les recettes non fiscales qui progresseraient de 86,1 % par rapport à 2020 pour se fixer à GNF 1 364,9 milliards.

Les recettes fiscales contribueraient à l'accroissement des recettes courantes en se situant à GNF 20 703,8 milliards en 2021 contre GNF 16 587,3 milliards en 2020. Cette hausse serait liée à la relance et à la consolidation de l'activité économique, ainsi que la poursuite de la mise en œuvre des mesures fiscales et à l'amélioration du climat des affaires.

Les dons s'établiraient à GNF 1 698 milliards, soit GNF 864 milliards pour les dons-affectés et GNF 834 milliards pour les dons-non affectés.

Graphique 28 : Composition des recettes publiques (en milliards GNF)



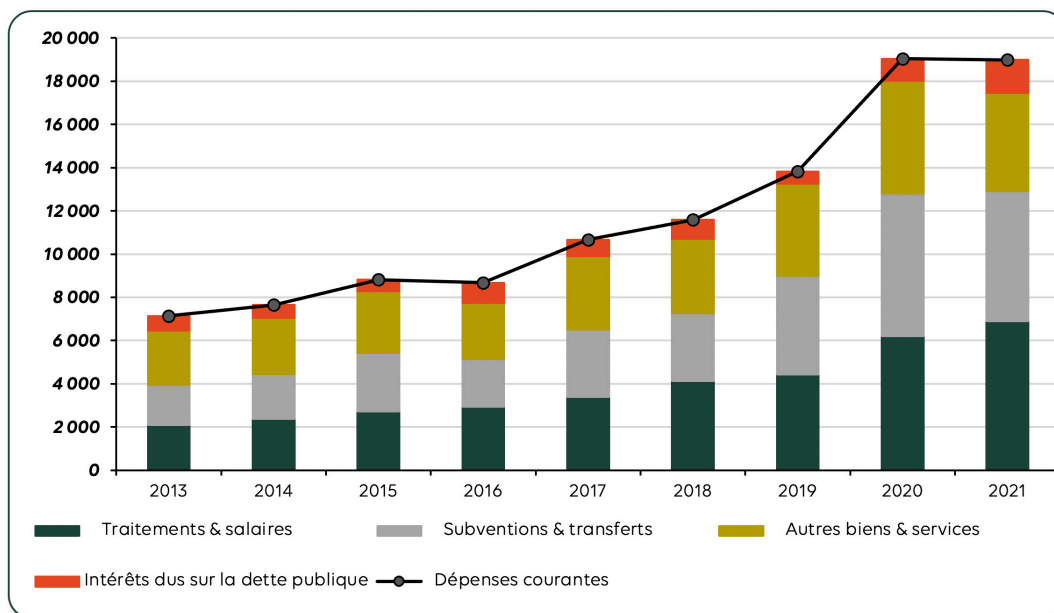
Source : Ministère du Budget

Les dépenses publiques passeraient de GNF 22 915,7 milliards en 2020 à GNF 28 117 milliards en 2021. Cette hausse proviendrait de l'augmentation des dépenses en capital qui croîtraient de 138 % par rapport à 2020 pour s'établir à GNF 8 945 milliards.

La baisse des subventions et transferts, qui se situeraient à GNF 6 012,4 milliards, s'expliquerait par la baisse des subventions. Les dépenses courantes se situeraient à GNF 18 988,4 milliards en 2021, en baisse de 0,2 % par rapport à 2020. Elles seraient tirées essentiellement par les subventions et transferts, et les autres biens et services qui baissent de 8,9 % et de 12,3 %, respectivement par rapport à 2020, tandis que les dépenses de personnel augmenteraient de 11,1 %.

Les intérêts sur la dette publique se situeraient à GNF 1 534 milliards en 2021 contre GNF 1 013,7 milliards en 2020, soit une hausse de 51,3 %. Les intérêts payés sur les dettes intérieure et extérieure se situeraient à GNF 1 168 milliards et GNF 366 milliards, respectivement. Ils s'accroîtraient ainsi de 48,3 % et 62,1 %, respectivement.

Graphique 29: Dépenses courantes (en milliards GNF)



Source : Ministère du Budget

Il ressortirait des recettes mobilisées et des dépenses effectuées, un solde budgétaire déficitaire dont compris de GNF 4 350,3 milliards (-3,3 % du PIB) en 2021 contre un solde déficitaire de GNF 4 098,2 milliards (-3,5 % du PIB) en 2020 et un solde déficitaire hors dons de GNF 6 048,3 milliards (-4,6% du PIB) en 2021 contre un solde déficitaire hors dons de GNF 5 595 milliards (-4,8 % du PIB) en 2020.

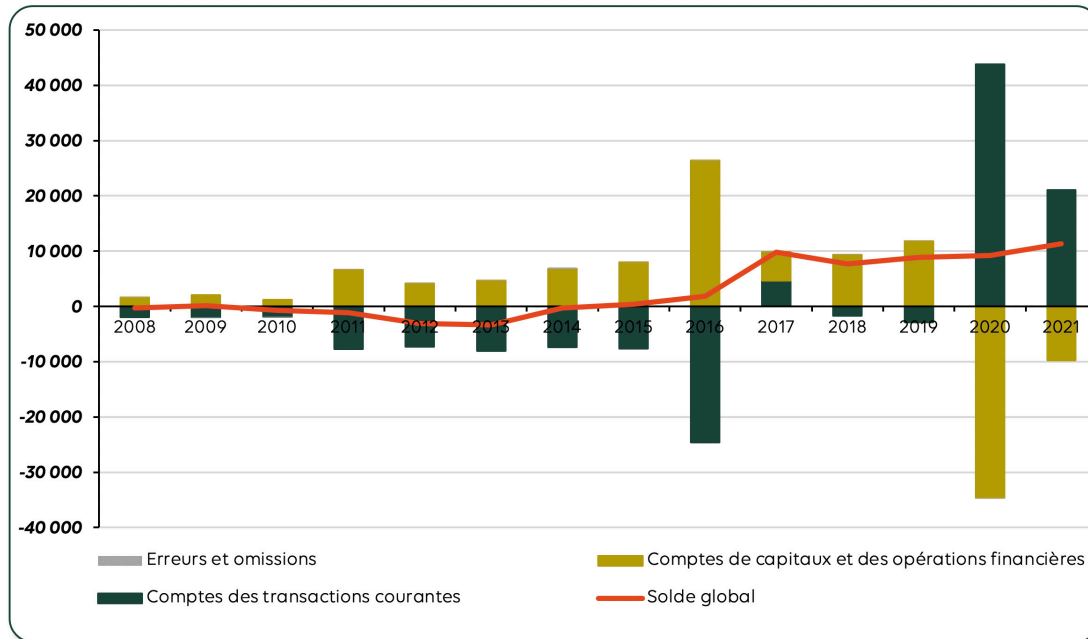
Le déficit budgétaire sera financé par des emprunts intérieur et extérieur, de recouvrement des créances sur les entreprises et autres redevables et de remboursement du capital des emprunts (LFI2021).

2-6-4- Secteur extérieur

Le solde global enregistrerait un excédent de GNF 11 325,1 milliards en 2021, soit 8,27% du PIB.

Le solde des transactions courantes a été déficitaire de GNF 2302,7 milliards en moyenne sur la période 2018 à 2019 avant d'être excédentaire de GNF 43 835,5 milliards en 2020. Selon les projections, cet excédent ralentirait pour atteindre GNF 2 1070,1 milliards soit 16,2% du PIB. Cette baisse du solde courant s'expliquerait par la baisse du solde de la balance commerciale de 46,1 %.

Graphique 30: Balance des paiements (en milliards GNF)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En effet, l'excédent de la balance commerciale passerait de GNF 55 684,4 milliards en 2020 à GNF 30 025 milliards en 2021. Cette baisse s'expliquerait par celle des exportations de 28,8 %, notamment de l'or non monétaire, tandis que les importations croitraient de 3,8 %.

Un excédent du solde des transferts serait également observé et se situerait à GNF 1 856,9 milliards en 2021, augmentant ainsi de 17,8 %. Cette augmentation de l'excédent des transferts proviendrait des transferts publics qui passerait de GNF 218,2 milliards en 2020 à GNF 834 milliards en 2021, tandis que les transferts privés baisseraient de 24,7 % pour se situer à GNF 1 022,9 milliards.

Le déficit de la balance des services se réduirait de 21 % pour se situer à GNF 9 438,3 milliards. Cette baisse serait favorisée par le recul des transports, notamment des frets, des voyages, des services fournis par l'administration et autres services.

Les revenus nets des facteurs seraient également déficitaires de GNF 1 323,6 milliards contre GNF 1 380 milliards en 2020. Ce déficit s'expliquerait par un flux négatif des revenus des investissements qui se situerait à GNF 1 276,5 milliards.

La balance des capitaux publics s'améliore de 50 % pour se situer à GNF 4458,43 milliards en 2021 contre GNF 2 971,96 milliards en 2020. Elle serait tirée par l'accroissement des tirages sur prêts projets et autres tirages de 68,7 %.

La balance des capitaux privés est ressortie déficitaire de GNF 14 203,51 milliards en 2021 contre un déficit de GNF 37569,02 milliards en 2020. Ce déficit se traduit par une augmentation des engagements financiers des agents économiques guinéens vis-à-vis des non-résidents.

Tableau 2 : Compte de capital et des opérations financières (en milliards de GNF)

	2016	2017	2018	2019	2020 est.	2021
Comptes de capital et opérations financières	26 385,3	5 102,48	9 369,94	1 1792	-34 597,06	-9 745,08
Balance des capitaux publics	-261,28	834,812	2 196,77	2 629,7	2 971,96	4 458,43
Balance des capitaux privés	26 646,6	4 267,7	7 173,2	9 162,0	-37 569,02	-14 203,51

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2-6-5- Secteur monétaire

En 2021, la masse monétaire s'accroîtrait de 12,6 %, pour s'établir à GNF 42 151,9 milliards à fin 2021. Cette hausse proviendrait principalement de la forte augmentation des avoirs extérieurs nets. En effet, les avoirs extérieurs nets s'accroîtraient de 92,9 %, pour atteindre GNF 23 514,9 milliards à fin 2021.

Les crédits intérieurs s'établiraient à GNF 36 381,8 milliards à fin 2021, contre GNF 33 188,4 milliards à fin 2020, soit une hausse de 9,6 % sous l'effet de la hausse des créances nettes sur l'Etat de 6 % et des crédits à l'économie de 15,2 %.

La base monétaire progresserait de 14,4 %, après une croissance de 19,2% en 2020, pour s'établir à GNF 18 828,6 milliards.

Les dépôts dans les banques et la circulation fiduciaire augmenteraient de 14,2 % et de 9,3 %, respectivement.

Tableau 3 : Contreparties de la masse monétaire et la base monétaire (en milliards de GNF)

	2017	2018	2019	2020	2021
Crédits intérieurs	19 274,4	23 469,7	26 933,3	33 188,4	36 381,8
<i>Crédits à l'économie</i>	8 221,0	9 839,9	12 044,0	13 009,2	14 987,4
<i>Crédit net à l'Etat</i>	11 053,3	13 629,8	14 889,2	20 179,2	21 394,4
Avoirs extérieurs nets	5 300,0	6 969,8	9 570,5	12 189,8	23 514,9
Base monétaire	11 113,4	11 838,9	13 804,9	16 454,7	18 828,6

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2-7- Risques sur l'inflation

L'évaluation des risques pour les perspectives d'inflation est liée à plusieurs facteurs, à savoir : la situation de la conjoncture économique internationale, l'activité économique nationale, la volatilité du taux de change, les effets de la fermeture des frontières, la dégradation des infrastructures routières ainsi que la mise en œuvre de la politique budgétaire du Gouvernement dans un contexte marqué par la pandémie de la Covid-19 et à l'épidémie à Virus Ebola.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE MONDIALE

La deuxième vague de la pandémie a conduit à la réintroduction des restrictions de voyage dans plusieurs pays. On s'attend à ce que cela ralentisse la dynamique de croissance et affecte davantage l'offre de marchandises. Cette restriction pourrait également entraîner la hausse des frais des transports maritimes de marchandises, et par conséquent l'offre de biens et services sur le marché national. La compression de l'offre et la hausse des frais de transport constituent un risque sur le profil des prix à la consommation.

◆ Prix du pétrole

Le prix du carburant est resté stable depuis le mois de novembre 2020. Toutefois, le prix du pétrole brut continue son augmentation amorcée en janvier 2021. Selon la prévision du FMI, le cours moyen du pétrole brut passerait de 41,29 dollars en 2020 à 50 dollars en 2021 pour situer à 48,82 dollars en 2022, en raison de la baisse anticipée de la production mondiale du pétrole par les pays membres de l'OPEP à partir d'avril 2021.

Si cette tendance se poursuit, les prix du carburant à la pompe pourraient également connaître un ajustement à la hausse. Cet ajustement pourrait ainsi se traduire par une augmentation des tarifs de transport, et par conséquent de l'indice global.

◆ Prix des céréales

Le prix des céréales a connu une augmentation en janvier 2021 sur le marché international. Les prévisions du FMI indiquent une hausse des cours mondiaux de produits alimentaires de 1,5% en 2021. Cette progression est le reflet de la baisse anticipée de la production mondiale de céréales de 2,4% en rythme annuel.

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE NATIONALE

La croissance économique du PIB réel est estimée à 5,5 % en 2021, contre 5,2 % en 2020. Cette reprise est portée par la performance du secteur minier et celui agricole. Malgré la relance de l'activité économique en 2021, l'écart de production reste négatif en raison de la faiblesse de la production par rapport à son niveau potentiel. Cet écart est susceptible d'exercer une pression sur les prix à moyen terme.

◆ Orientation budgétaire

La recrudescence de la Covid-19, l'apparition du Virus Ebola, et la poursuite du programme gouvernemental de financement des infrastructures routières pourraient accroître les dépenses de l'État, les subventions et les transferts. Ces dépenses pourraient entraîner une dégradation du déficit budgétaire à moyen terme. Cette dégradation enregistrée dans un contexte d'écart de production négatif pourrait constituer un important risque sur le profil de l'inflation.

◆ **Dégradation et travaux de reconstruction des infrastructures routières**

La dégradation des infrastructures routières a été un facteur explicateur important dans l'évolution des prix du transport au cours des dernières années. La saison des pluies pourrait entraîner une forte dégradation de ces infrastructures et par conséquent affecter le transport des marchandises. Cette dégradation pourrait ainsi se traduire par une hausse des prix du transport et par cela impacter négativement les prix à la consommation.

◆ **Fermeture des frontières**

La Guinée importe de certains pays voisins (Sénégal,) des produits alimentaires et exporte dans d'autres (la Sierra Léone, le Libéria et la Guinée Bissau). La fermeture prolongée des frontières avec ces pays pourrait induire la baisse de l'offre de certaines catégories de produits alimentaires.



ANNEXES

Tableau 4 : Inflation

	4e trim 2019	1er trim 2020	2e trim 2020	3e trim 2020	4e trim 2020
Etats-Unis	2,0	2,1	0,4	1,2	1,2
Zone euro	1,0	1,1	0,2	-0,0	-0,3
Allemagne	1,2	1,6	0,8	-0,1	-0,3
France	1,1	1,2	0,3	0,3	0,1
Italie	0,3	0,3	-0,1	-0,5	-0,2
Chine	4,3	5,0	2,7	2,3	0,1
Brésil	3,4	3,8	2,1	2,6	4,3
Inde	8,6	6,6	5,2	5,5	5,0
Afrique du Sud	3,8	4,3	2,4	3,0	3,2

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economique

Tableau 5 : Evolution du cours des produits énergétiques

Produits énergétiques	4e trim 2019	1er trim 2020	2e trim 2020	3e trim 2020	4e trim 2020
Charbon (tonne)	72,95	74,82	55,93	53,55	70,10
Gaz naturel (m³)	4,06	2,92	1,83	2,73	5,26
Pétrole (baril)	60,37	49,09	30,33	42,04	43,70

Source : Fonds Monétaire International

Tableau 6 : Cours des métaux précieux (USD)

Métaux précieux	4e trim 2019	1er trim 2020	2e trim 2020	3e trim 2020	4e trim 2020
Or	1480,3	1583,2	1710,5	1911,2	1873,2
Palladium	1798,9	2286,8	1966,8	2170,0	2347,1
Platinum	907,9	902,3	789,0	903,2	938,5
Argent	17,3	16,9	16,3	24,4	24,4

Source : Fonds Monétaire International

Tableau 7 : Prix de quelques produits alimentaires (USD/tonne)

	4e trim 2019	1er trim 2020	2e trim 2020	3e trim 2020	4e trim 2020
Cacao	2 466,6	2 552,6	2 272,1	2 302,8	2 265,5
Café	114,9	115,2	115,2	121,4	118,6
Thé	279,3	269,3	244,4	249,5	252,5
Maïs	166,9	167,6	146,3	156,2	192,2
Riz	396,9	443,5	514,9	480,3	472,7
Blé	158,7	173,8	174,8	183,0	210,5
Pomme	2,9	2,8	2,9	3,6	3,3
Banane	1 136,4	1 185,6	1 291,0	1 252,5	1 139,6
Lait	19,5	16,8	15,1	20,3	20,1
Jus d'orange	1,0	1,0	1,2	1,2	1,2
Sugar	19,6	20,1	18,4	19,7	21,5
Huile d'olive	2 915,8	2 740,5	2 790,6	2 986,0	1 996,3
Huile de palme	607,2	642,2	530,1	664,2	827,7

Source : Fonds Monétaire International

Tableau 8 : Taux du change du dollar américain

	4e trim 2019	1er trim 2020	2e trim 2020	3e trim 2020	4e trim 2020
Royaume Uni	0,7769	0,7822	0,8056	0,7738	0,7572
Zone	0,9032	0,9078	0,9083	0,8552	0,8389
Canada	1,3200	1,3440	1,3861	1,3319	1,3029
Japon	108,7000	108,9518	107,5389	106,0992	104,4598
Chine	7,0407	6,9796	7,0898	6,9155	6,6182
Russie	63,7182	66,2688	72,3499	73,5769	76,2240
Inde	71,2279	72,3843	75,8744	74,3824	73,7786
Afrique du Sud	14,7153	15,3412	17,9506	16,9060	15,6386

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economique

12, boulevard du Commerce, 6^e avenue de la République C/Kaloum
BP 692 - Conakry - République de Guinée

Tél : (+224) 664 67 77 77 - Fax : (+224) 669 08 88 88 - mail : secretariat.gouv@bcrg-guinee.org

www.bcr-guinee.org